



Bulletin 247 del WRM

Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales
Novembre / Decembre 2019

Des concepts qui détruisent les forêts



Amazonia. Ph: Thomas Bauer-CPT Bahia

Notre Opinion : Comment la langue de la domination alimente la déforestation.....	2
Une liste (incomplète) de concepts qui détruisent les forêts.....	4
« L'intérêt national » : le néofascisme dans la amazonienne	11
Portucel au Mozambique : la réalité derrière le discours des « plantations durables ».....	17
Inde : femmes, communs et patriarcat.....	21
Blockchain et « contrats intelligents » : dernières tentatives du capital pour établir une mainmise sur la vie sur Terre.....	26
Climatologie / Idéologie.....	32
Un nouveau nom pour une diversion bien connue : les solutions fondées sur la nature sont les nouveaux REDD.....	37

RECOMMANDATIONS

Dictionnaire du développement.....	41
Pièges, dilemmes et contradictions du discours sur les droits dans les forêts.....	41
Solutions basées sur la nature : Quels intérêts sont en jeu ?.....	41
FSC : L'activité « durable » du rebranding de l'exploitation forestière.....	41
Destruction réglementée : Comment la compensation de la biodiversité permet la destruction de l'environnement.....	41
Déclaration de populations Mapuche et autres au Chili : Non aux mécanismes basés sur le marché !.....	42

Ce bulletin contient des articles écrits par les organisations et les personnes suivantes :

Missão Tabita, Mozambique; recherches de l'Inde; Groupe de recherche sur le travail, le territoire et la politique en Amazonie, Brésil; The Cornerhouse, UK; et membres du Secrétariat international du WRM.

Des concepts qui détruisent les forêtsxx

Notre Opinion :

Comment la langue de la domination alimente la déforestation



Des termes tels que REDD – le principal mécanisme international de politique forestière affectant les forêts tropicales depuis 15 ans –, la durabilité et plusieurs autres, ont fortement influencé les débats au sein et entre les groupes de la société civile, les ONG, les décideurs, les institutions financières et les entreprises. Pourtant, il semble y avoir des hypothèses radicalement différentes sur ce que ces termes signifient réellement et sur le rôle qu'ils ont ou devraient avoir.

Ce bulletin n'a pas l'intention de se lancer dans un débat sur ce qu'*est* ou *devrait être* la durabilité – ou tout autre concept abordé dans ce bulletin. Notre objectif est plutôt d'ouvrir un espace de réflexion critique sur ce que ces concepts apportent réellement aux forêts et aux populations forestières.

Les nombreuses luttes contre des entreprises qui prétendent opérer de manière durable ou mettre en œuvre des projets REDD dans les forêts témoignent des contradictions claires qui existent entre les idéaux séduisants invoqués par ceux qui défendent ces concepts et les implications réelles des nombreux projets et activités à travers lesquels ces concepts se manifestent sur le terrain. Les gouvernements s'engagent en faveur d'une économie durable et les entreprises présentent leurs produits comme durables, car, en utilisant cette terminologie, ils séduisent les citoyens, les bailleurs de fonds et les consommateurs.

Il convient de remarquer que, lorsque l'opposition à un concept devient trop forte pour que le concept atteigne son objectif de « greenwashing » de la destruction habituelle de la forêt, un nouveau concept est introduit. La nouveauté, cependant, se limite le plus souvent au nom et à la propagande associée alors que les hypothèses de base sur lesquelles repose l'économie capitaliste restent les mêmes. La demande croissante du public en faveur d'une action significative du gouvernement et des entreprises pour prévenir le chaos climatique, par exemple, a donné naissance à une toute nouvelle gamme de concepts douteux et d'expressions déroutantes telles que les produits Zéro Déforestation nette, les Solutions

fondées sur la nature, les Solutions climatiques naturelles et les Pratiques intelligentes face au changement climatique.

Il semble que pour à peu près tous les « produits » et processus industriels qui entraînent des dégâts environnementaux, une version durable est présentée comme solution. Dans l'ensemble, ces nouvelles versions se révèlent être de fausses solutions, car elles ne représentent pas une rupture avec le paradigme de croissance illimitée qui entraîne la surproduction et la consommation. Pour ces soi-disant solutions, ce qui compte, ce n'est pas la réalité de milliers de communautés forestières confrontées à l'accaparement continu des terres, la destruction de leurs territoires et de leurs moyens de subsistance, la violence et la pollution, mais les entreprises qui utilisent des labels représentant le développement durable. Les tables rondes, les programmes de certification, les programmes de responsabilité sociale et environnementale des entreprises, les garanties des banques multilatérales, entre autres, donnent à espérer une économie capitaliste écologique et sociale, basée sur la production industrielle d'huile de palme durable, des plantations d'arbres durables, une exploitation minière durable, une énergie durable. En réalité, tout cela sert essentiellement à un écoblanchiment de la destruction des forêts et ouvre la voie à une nouvelle expansion.

Les rapports sur les effets désastreux d'un facteur spécifique de la déforestation, l'élevage industriel de bétail pour la production de viande, par exemple, se terminent souvent par une liste de recommandations pour les entreprises, les gouvernements et les financiers afin d'appliquer les meilleures pratiques ou d'élaborer un nouvel ensemble de garanties ou de directives volontaires. Souvent, ces recommandations renforcent les concepts qui détruisent les forêts parce qu'elles exigent rarement une rupture radicale avec le statu quo, mais se concentrent sur des améliorations qui rendent la destruction « moins mauvaise ». Elles ouvrent aux entreprises la possibilité de se qualifier de durables, mais les communautés continuent de faire face à des pratiques soi-disant « moins mauvaises » d'accaparement des terres et de destruction des forêts. Dans ce contexte, les soi-disant meilleures pratiques, garanties et directives volontaires deviennent indispensables à la survie du capitalisme et du « modèle de développement » qui est à l'origine de la majeure partie de la destruction des forêts.

Ces concepts représentent une autre menace importante, mais souvent cachée : ils entravent la mobilisation et l'organisation collective des groupes de la société civile. Les mouvements, les communautés forestières et les groupes de soutien consacrent beaucoup d'énergie à montrer comment ces concepts ne résolvent pas la perte de terres fertiles, la destruction des forêts, la pollution de l'eau, la perte de liberté, la violence ou d'importantes restrictions de déplacement.

Avec les multiples crises écologiques et sociales qui vont continuer à générer un nombre croissant de concepts visant à faire oublier la nécessaire rupture avec l'économie capitaliste (verte), il est peut-être temps de réfléchir. Comment les mouvements populaires et les organisations de soutien peuvent-ils mieux éviter d'être pris au piège de débats politiques et de processus de dialogue sans fin, liés à des concepts qui, en fin de compte, servent à perpétuer l'abattage des forêts tout en entravant la mobilisation et l'organisation collective ?

Bonne lecture !

Une liste (incomplète) de concepts qui détruisent les forêts



Le langage et les mots sont, en fait, des objets de contestation pour la lutte politique. Les choix et les interprétations que nous faisons quand nous utilisons le langage peuvent révéler des points de vue très profonds et très affirmés sur la façon dont nous voyons et comprenons le monde, et dont nous entretenons une relation avec lui. Le langage n'est donc jamais neutre et certains concepts ont historiquement été utilisés pour asseoir une domination sur les peuples et les territoires. Les significations et les utilisations des mots sont en constante évolution sous l'influence des conflits politiques, des intérêts et du pouvoir.

Dans ce bulletin, WRM s'intéresse au lien entre le langage, la déforestation et les concepts qui sont généralement présentés comme positifs et nécessaires d'un point de vue environnemental et social. En réalité, cependant, ils ont tendance à servir les intérêts de l'accumulation du profit tout en dominant et en maltraitant les communautés ainsi que les forêts et les territoires dont elles dépendent.

Cet ensemble de concepts est en constante évolution et est loin d'être complet. L'objectif de ce bulletin est d'alerter sur la signification et les usages de ces concepts et les intérêts qui les sous-tendent, et d'exposer brièvement pourquoi chacun d'entre eux détruit les forêts.

Gestion durable des forêts

La **gestion durable des forêts (GDF)** a commencé à être promue à la fin des années 80 comme une solution prétendue solution à la déforestation dans les forêts tropicales causée par l'exploitation forestière industrielle. **L'exploitation forestière sélective** a été identifiée comme une stratégie clé pour obtenir des avantages économiques sans compromettre le fonctionnement et la survie des forêts. L'idée a été avancée par des sociétés forestières, des banques multilatérales telles que la Banque mondiale et de grandes ONG de conservation. Le concept de **gestion communautaire des forêts** donne à la gestion durable des forêts une image encore plus positive. Mais, dans la pratique, l'exploitation forestière industrielle, « sélective » ou non, est une activité intrinsèquement destructrice des forêts. Il n'est pas surprenant que la promesse de la GDF n'ait pas été tenue. Malgré une augmentation des zones placées sous GDF dans les forêts tropicales du monde entier, la déforestation a également augmenté.

[Concessions d'exploitation : Base d'une industrie ou contrôle politique ?](#)

Bulletin WRM 217, août 2015

La **Gestion forestière communautaire** est une sous-catégorie de la GDF qui donne à ce concept une tonalité encore plus optimiste. Les conversations avec les membres des communautés qui ont subi des pressions pour s'engager dans un soi-disant programme de gestion forestière communautaire ont révélé comment l'exploitation forestière les a amenés à passer de moyens de subsistance basés sur des produits forestiers non ligneux à l'extraction de bois de grande valeur commerciale. Étant donné que la destruction a lieu un peu plus progressivement, les communautés peuvent ne comprendre qu'après-coup à quel point cette activité est destructrice pour la forêt. Bien que le concept suggère que cette forme d'exploitation forestière est dirigée par la communauté, ce mode d'entreprise est en fait mené par des ingénieurs forestiers et les sociétés forestières et les sociétés de conseil en bénéficient beaucoup plus que les communautés.

[Des voix s'élèvent dans les communautés locales de l'État d'Acre, au Brésil, pour dénoncer des infractions dans la gestion communautaire durable des forêts](#)

Bulletin WRM 197, décembre 2013

[Rethinking Community-based Forest Management in the Congo Basin](#) (en anglais)

Rainforest Foundation UK, novembre 2014

Aires protégées

Les aires protégées ou de conservation ne permettent ni de protéger ni de conserver les forêts. Au contraire, elles détruisent les forêts parce qu'elles empiètent généralement, et souvent avec violence, sur les territoires des peuples forestiers. Lorsque les habitants d'une forêt, qui vivent avec elle et la défendent depuis des milliers d'années, doivent la quitter, tôt ou tard, une telle forêt a tendance à être détruite ou à se détériorer. Les entreprises peuvent entrer plus facilement, car elles ne rencontrent plus d'opposition des communautés à la destruction des forêts. De nombreux exemples montrent que des projets d'extraction finissent par s'implanter dans des zones forestières censées être protégées. En outre, lorsque les forêts sont transformées en aires protégées, les régimes de feux naturels et d'autres caractéristiques des forêts sont menacés. Pourquoi ? Parce que les communautés forestières et leurs connaissances traditionnelles ont historiquement aidé et enrichi la diversité des habitats dans les forêts. La plupart des types d'aires protégées interdisent aux populations de vivre à l'intérieur et de maintenir leurs moyens de subsistance et leurs pratiques ancestrales d'utilisation et de gestion de ces forêts.

[Feu bénéfique ou destructeur, qui décide ? Une réflexion sur le feu et les forêts](#)

Bulletin WRM 238, juin-juillet 2018

[Les compensations environnementales au Panama: une stratégie qui ouvre les aires protégées aux activités minières](#)

Bulletin WRM 232, juillet-août 2017

Les aires protégées ont été créées selon une philosophie née aux États-Unis, à la fin des années 1800 afin de préserver des zones de « nature sauvage », sans aucune présence humaine, principalement pour une chasse réservée à l'élite et le plaisir de la beauté des paysages. Cette idée coloniale de **conservation**, qui sépare la « nature » des « humains »,

a également facilité la division des forêts en zones de concession à différentes fins. Alors que certaines zones doivent être « préservées » et dépourvues d'habitants, d'autres doivent être détruites au profit des entreprises. Les ONG de conservation sont impliquées d'une manière ou d'une autre dans la plupart des aires protégées, souvent avec des entreprises qui encouragent la déforestation ailleurs.

[ONG de conservation : Quel intérêt protègent-elles vraiment ?](#)

Bulletin WRM 242 - janvier-février 2019

Restauration des paysages

Ces deux mots se combinent pour exprimer un intérêt politique très spécifique. La **restauration** signifie généralement la plantation d'arbres, c'est-à-dire la création de plantations industrielles en monoculture. Des millions d'hectares ont été promis pour des projets de restauration lors de conférences aux niveaux international et régional, soi-disant comme solution à la crise climatique et pour stopper la déforestation. Ces promesses persistent malgré les impacts négatifs bien documentés sur le terrain des plantations en monoculture. Ce qui aggrave cet impact, c'est que ce que les partisans de la restauration appellent le **paysage**, les populations forestières l'appellent leur territoire. Le mot **territoire** ne laisse aucun doute sur le fait que les terres en question sont bien plus qu'un paysage géographique. Le territoire est une identité ; c'est un espace de vie, façonné par les interactions complexes entre les communautés humaines et non humaines au fil du temps. Lorsque l'on parle de paysages, en revanche, il est beaucoup plus facile de créer l'illusion de zones vides, sous-utilisées ou dégradées qui peuvent être rendues « disponibles » pour la restauration. L'utilisation du mot « paysage » plutôt que de celui de territoire a permis à des études universitaires et des initiatives mondiales et régionales de prétendre que des millions d'hectares de terres étaient « disponibles » pour la restauration. En réalité, ces terres sont déjà utilisées et la restauration est susceptible de retirer le contrôle de l'utilisation de ces terres, que leurs occupants appellent leur territoire.

[Quelques-unes des principales initiatives d'expansion des plantations industrielles d'arbres en Amérique latine, en Afrique et en Asie](#)

Bulletin WRM 228, janvier 2018

L'exploitation forestière, le palmier à huile, l'exploitation minière, le pétrole et les agro-entreprises se donnent une nouvelle image en s'engageant en faveur de la restauration. Avec cette image « plus verte », ils sont non seulement autorisés à poursuivre leurs opérations, mais également considérés comme faisant partie de « la solution » à la déforestation et à la dégradation des forêts. Ainsi, la restauration détruit également les forêts, car elle reconnaît les plantations industrielles comme positives et redore l'image d'entreprises qui sont des vecteurs de la déforestation.

[« L'affirmation selon laquelle la restauration mondiale des forêts est notre solution la plus efficace contre le changement climatique est tout simplement incorrecte sur le plan scientifique et dangereusement trompeuse » \(en anglais\)](#)

REDD-Monitor, octobre 2019

Certification

« Continuez à acheter ! » C'est le message mis en avant par les systèmes de certification. Chaque fois qu'un produit industriel ou agricole est discrédité, une initiative de certification volontaire voit bientôt le jour pour s'assurer que ces activités soient jugées « durables » selon les indicateurs du secteur lui-même. Les systèmes de certification détruisent les forêts, car ils légitiment l'expansion des vecteurs de la déforestation.

[Le « greenwashing » continue : le FSC certifie que les plantations industrielles sont des forêts et la RSPO que les plantations de palmiers à huile sont durables](#)

Bulletin WRM 233, septembre 2017

Les entreprises choisissent soigneusement les marchés auxquels elles fournissent des produits certifiés : Ceux où les consommateurs veulent acheter avec « bonne conscience » et, par conséquent, voient dans les étiquettes de certification une « assurance » que ces produits ont été fabriqués ou extraits avec des pratiques « durables ». Comme les étiquettes incitent ces consommateurs à continuer d'acheter, elles encouragent la consommation au lieu de la réduire. Ces labels contribuent donc à l'expansion du contrôle des entreprises sur encore plus de terres communautaires. Ils ont également échoué à résoudre les conflits entre les communautés et les sociétés qui ont pris le contrôle de leurs territoires. Il est important de noter qu'aucun système de certification n'exclut l'expansion, notamment pour qu'ils puissent toujours certifier davantage de zones. En tant que tels, ils constituent une partie cruciale du commerce des produits d'exportation industriels.

[La certification favorise la concentration des terres, la violence et la destruction](#)

Bulletin WRM 240, octobre 2018

[Effets des plantations industrielles de palmiers à huile en Indonésie et expérience avec la RSPO](#)

Bulletin WRM 201, avril 2014

REDD : Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts

REDD est le principal mécanisme international de politique forestière depuis 2005. Le concept a été constamment redéfini depuis son introduction : de REDD à REDD+ (intégrant la **gestion durable des forêts**, le **reboisement** et les **aires protégées**), puis à REDD+ paysager et juridictionnel. Certains n'utilisent même plus le terme REDD+, mais font référence à des systèmes de paiement « basés sur les performances » ou « basés sur les résultats » ou « la restauration des écosystèmes ».

[REDD+ : un dispositif fondamentalement vicié](#)

Bulletin WRM 245, septembre 2019

Comme son nom l'indique, son objectif est de réduire les émissions dues à la déforestation. Mais 14 ans plus tard, ses partisans sont incapables de répondre lorsqu'on leur demande de prouver que REDD+ a effectivement réduit la déforestation. En revanche, REDD+ est devenu un concept qui détruit les forêts et nuit aux populations forestières. Il détruit les forêts, car, en tant que mécanisme de compensation du carbone, il verdit l'image d'entreprises polluantes, par exemple dans l'aviation, l'agroalimentaire mondial et les

industries minières – qui à leur tour détériorent les forêts. Il a également promu l'idée que les forêts sont des **puits de carbone**, réduisant leurs cycles et fonctions complexes et interdépendants à celle du stockage du carbone. REDD+ détourne l'attention des véritables causes de la déforestation et empêche des politiques et des actions plus appropriées pour arrêter la déforestation.

[Quels rapports y a-t-il entre les forêts, le changement climatique, le marché du carbone et REDD+ ? Manuel pour activistes communautaires](#)

WRM, 2017

REDD+ n'a pas été créé à l'initiative des communautés. Il impute la responsabilité de la déforestation aux pratiques agricoles des paysans et des populations forestières tout en ne s'attaquant pas aux facteurs de déforestation à grande échelle. La plupart des activités REDD+ imposent des restrictions, souvent très sévères, à l'utilisation communautaire des forêts. La culture itinérante, la cueillette et d'autres activités de subsistance sont généralement interdites dans les zones REDD+, ces restrictions étant régulièrement appliquées avec le soutien de gardes armés. La destruction des forêts par les entreprises, quant à elle, se poursuit sans être gênée par REDD+.

[REDD : Une collection de conflits, de contradictions et de mensonges](#)

WRM, 2014

Compensation

La compensation est un concept qui s'est glissé dans les négociations des Nations Unies sur le climat et les forêts et dans de nombreux programmes et activités internationaux. Afin de comprendre le raisonnement qui sous-tend la compensation, qu'elle soit liée à la biodiversité, au carbone, à l'eau ou à quelque chose de similaire, il est important de garder à l'esprit les éléments suivants : La compensation détruit les forêts, car elle permet au modèle économique dominant – dépendant des combustibles fossiles – de continuer à prospérer et à se développer. Ce mécanisme de compensation ne vise pas à stopper la destruction des territoires et des forêts. Au contraire, la compensation n'existe que s'il y a de nouvelles destructions – qui doivent être « compensées » ailleurs. La compensation est basée sur l'hypothèse simpliste que deux lieux peuvent être « équivalents ». Elle ne prend pas en compte toutes les interdépendances, la diversité spécifique et l'unicité dans le temps et l'espace de chaque lieu.

[Le commerce des services écosystémiques, quand le « paiement pour services environnementaux » équivaut à l'autorisation de détruire](#)

WRM, 2014

[Détruire ici et détruire là-bas : la compensation pour perte de biodiversité en tant qu'exploitation double](#)

Bulletin WRM 232, juillet-août 2017

[Destruction réglementée : Comment la compensation de la biodiversité permet la destruction de l'environnement \(en anglais\)](#)

Amis de la Terre International

La logique qui sous-tend la compensation est également appliquée à des programmes dans lesquels le mot compensation n'apparaît pas, comme la **déforestation zéro nette**. Mais derrière le nouveau nom, il y a toujours la même logique de compensation. Les engagements des entreprises en faveur d'une déforestation zéro nette semblent merveilleux. Mais le mot « **nette** » a une importance cruciale. La « déforestation zéro nette » signifie qu'une déforestation peut avoir lieu, que des forêts peuvent être détruites, tant que la superficie totale de la forêt dans un espace géographique donné reste inchangée. Cela signifie qu'une entreprise de plantation de palmiers à huile, par exemple, est autorisée à détruire des forêts tant qu'elle « compense » cette destruction en conservant une forêt « comparable » en termes de biodiversité à un autre endroit. Tout ce que l'entreprise a à faire, c'est de raconter que, sans son projet de « compensation », cette forêt serait menacée de destruction.

[OLAM Palm Gabon prétend utiliser la définition de la forêt pour mettre en œuvre son engagement de « déforestation zéro »](#)

Bulletin WRM 245, septembre 2019

Solutions fondées sur la nature (également appelées Solutions climatiques naturelles)

Les solutions fondées sur la nature sont le dernier concept poussé par l'industrie des combustibles fossiles (main dans la main avec les ONG de conservation) pour que leurs antécédents en matière de pollution et de désastres socio-environnementaux échappent à l'attention des négociations climatiques. Après 14 ans d'incapacité à réduire la déforestation, les mêmes partisans de **REDD+** prétendent maintenant avoir une nouvelle solution – maintenant appelée « solutions fondées sur la nature ». La logique reste celle des concepts, tels que REDD+, qui ont échoué précédemment : **Compensation** Environ les trois quarts des activités désormais labellisées solutions fondées sur la nature consistent à planter des arbres (plantations industrielles) ou à restaurer des forêts (aires de conservation).

C'est un concept qui détruit les forêts, car il donne de nouveaux noms à de vieilles fausses solutions telles que la compensation et REDD+. Comme ces dernières, les solutions fondées sur la nature n'apporteront aucune réponse à la déforestation à grande échelle, mais détourneront l'attention de l'urgente nécessité de laisser des combustibles fossiles dans le sol.

[Natural climate Solutions \(en anglais\)](#)

REDD-Monitor

[Launched at COP25, IETA's Markets for Natural Climate Solutions is Greenwash for the Oil Industry \(en anglais\)](#)

REDD-Monitor, décembre 2019

Garanties ou directives volontaires

Les entreprises, les banques, les agences de financement et les ONG de conservation font la promotion des garanties ou des directives volontaires (pour les soi-disant meilleures pratiques) comme un outil pour éviter la réglementation par les États. Avec l'aide de ces garanties, elles promettent de se réglementer elles-mêmes, volontairement, sur la base de **normes, directives ou indicateurs** qu'elles ont elles-mêmes rédigés. Sans fondement

juridique, ces normes volontaires donnent l'impression que l'industrie est réglementée, que les choses sont « sûres », que quelque chose est fait pour améliorer les activités industrielles. Les garanties ou les directives volontaires détruisent les forêts parce qu'elles permettent aux activités destructrices de se poursuivre et de s'étendre, elles divisent les communautés, affaiblissent la résistance et donnent une immunité aux auteurs//responsables de la déforestation et de l'accaparement des terres.

[Le Honduras et la loi sur la consultation : un piège pour faire avancer le capitalisme dans les territoires autochtones](#)

Bulletin WRM 234, novembre 2017

Les garanties et les directives volontaires font désormais partie des « cases à cocher » pour les entreprises et les banques. Elles ont ouvert la possibilité pour les entreprises de poursuivre leurs activités même si cela cause une destruction environnementale et sociale que les banques prétendent ne pas financer et que les entreprises prétendent ne plus causer. La Banque mondiale, par exemple, a ses propres garanties et normes sociales et environnementales pour les projets qu'elle finance. Mais comme elles sont volontaires, la Banque les a révisées et diluées au fil du temps pour offrir une souplesse encore plus grande par rapport aux « exigences » requises pour investir dans les zones forestières.

L'élaboration, la mise à jour et le suivi de ces garanties et normes sont devenus une activité en plein essor pour les sociétés de conseil.

[Garantir les investissements : les garanties pour REDD+, les femmes et les populations autochtones](#)

Bulletin WRM 211, février 2015

Forêts plantées

Les « forêts plantées » sont une contradiction en soi, car la seule chose que l'on peut planter, c'est un arbre, pas une forêt. Ce concept est basé sur la **définition des forêts par la FAO**. Les entreprises de plantation d'arbres en monoculture industrielle sont les principaux bénéficiaires de ce concept. La définition de la FAO réduit une forêt à une quelconque zone couverte par des arbres, en négligeant les autres formes de vie ainsi que la diversité biologique, cyclique et culturelle qui définit une forêt par son interconnexion permanente avec les communautés forestières. Les statistiques forestières des pays considèrent ces monocultures industrielles comme des forêts, malgré les impacts sociaux et environnementaux bien documentés que ces plantations ont causés dans le monde entier.

[Définition des forêts](#)

WRM

La définition des forêts est une question extrêmement politique. Elle a également de graves conséquences sociales et environnementales pour les communautés forestières. La définition de la FAO reste la définition de la forêt la plus largement utilisée aujourd'hui. Elle sert de guide pour les différentes définitions nationales de la forêt dans le monde entier. C'est aussi la référence dans les forums internationaux, comme les négociations climatiques de l'ONU. L'Accord de Paris des Nations Unies, par exemple, adopte la définition des forêts de la FAO et promeut ainsi les monocultures industrielles d'arbres sous le couvert d'une image positive des forêts.

[Luttes locales contre les plantations](#)

WRM

(Pour plus d'informations, veuillez visiter notre site Internet : <https://wrm.org.uy/fr/>)

« L'intérêt national » : le néofascisme dans la amazonienne



Brésil. Ph: Mongabay.

L'idéologie fasciste est apparue en Europe au dernier siècle. Ses caractéristiques incluent notamment un soi-disant intérêt national, l'autoritarisme et la répression violente de ses opposants. Ces éléments s'appliquent également aux actions du gouvernement brésilien de l'ancien militaire Jair Bolsonaro pendant la première année de son mandat. Le Brésil est devenu un point de mire mondial en août 2019 à cause des incendies forestiers. Alors que l'on pouvait facilement observer la fumée dans les reportages des grands médias, il était bien plus difficile de voir ce qui se trouvait derrière **le rideau de fumée qu'a créé le gouvernement brésilien : une série d'actions qui mèneront la jungle amazonienne à une mort rapide, avec la destruction des territoires, des moyens de subsistance et des diverses cultures des peuples et des communautés qui en dépendent.**

« Notre Amazonie »

Le 23 août 2019, alors même que les incendies en Amazonie atteignaient leur point culminant, le président du Brésil, Jair Bolsonaro, a prononcé une déclaration dans les chaînes de radio et de télévision. Il a commencé en parlant de « notre Amazonie » et en affirmant que « les forêts amazoniennes constituent un élément essentiel de notre histoire, de notre territoire et de tout ce que signifie être brésilien. » Il a également dit que « nous avons le devoir de protéger les forêts » et que nous sommes « conscients de notre souveraineté nationale ». (1)

Durant cette période, certains dirigeants de puissances mondiales ont exprimé leur préoccupation pour la situation en Amazonie et surtout, au Brésil où se trouve la plus grande partie de ce territoire. Le gouvernement brésilien s'est plaint des prétendues tentatives de ces puissances de vouloir intervenir dans « notre Amazonie ». Bolsonaro a dit : « Qui portent leur regard sur l'Amazonie ? Qu'y cherchent-ils ? ». Lorsque le président de la France a

annoncé l'aide des pays du G7 pour combattre les incendies, le gouvernement du Brésil l'a refusée. (2)

Cette position n'est pas nouvelle. Le dernier régime militaire du Brésil (de 1964 à 1985), dont s'inspire Bolsonaro, a inventé le faux récit d'une conspiration à laquelle participaient des entreprises et des ONG internationales des pays industrialisés qui visaient à s'emparer de la région amazonienne. Avec la consigne « Intégrer, mais ne pas livrer », **les militaires se sont engagés dans un processus autoritaire d'occupation destructrice de la région amazonienne**. Il s'agissait d'une occupation prétendument brésilienne. Cependant, des investisseurs étrangers ont également profité de la destruction et de l'extraction en Amazonie. (3) **Des routes ont été ouvertes pour permettre aux entreprises forestières, aux hacendados, aux entreprises nationales et internationales, et aux colons d'autres régions du Brésil** de pénétrer dans des territoires qui avaient jusqu'alors été considérés « dépeuplés », malgré la présence de peuples autochtones et de communautés quilombolas et riveraines.

Les gouvernements qui ont succédé à la dictature militaire ont poursuivi ce processus, y compris ceux du Parti des travailleurs (PT, de 2003 à 2016) qui ont réalisé la construction de **la mégacentrale hydroélectrique de Belo Monte**, la troisième plus grande au monde, qui avait été conçue à l'époque de la dictature militaire. Les peuples autochtones et les organisations sociales de la région ont largement combattu la construction de Belo Monte, mais leurs voix ont été ignorées. Ce fut aussi durant les gouvernements du PT que le **nouveau code forestier** a été adopté, lequel a notamment passé l'éponge sur la déforestation réalisée jusqu'en 2008. Ce code a permis la déforestation au-delà des limites permises pourvu que cette déforestation soit « compensée » avec la préservation d'autres forêts du même biome. Cela a encouragé la **légitimation d'occupations illégales et une nouvelle vague de « grilajes » (accaparements) de terres boisées** à partir de la mise en œuvre du *Cadastro Ambiental Rural* (CAR, Cadastre environnemental rural). (4) Par contre, les gouvernements du PT ont aussi accru les investissements dans les organismes publics chargés de contrôler la déforestation, d'enquêter sur celle-ci et de punir ses auteurs, ce qui a produit une forte réduction de la déforestation de 2004 à 2010.

Il faut aussi rappeler que bien avant les élections de 2018, **les grands propriétaires terriens et les entreprises qui exploitent les « richesses » de l'Amazonie avaient donné leur appui à la candidature** de Bolsonaro. Pour obtenir leur soutien, Bolsonaro leur avait promis de leur accorder l'impunité et de lutter contre tout ce qui est lié « à la gauche », « aux environnementalistes », « aux ONG », « aux droits humains » et « aux sans-terre » ; de plus, il ne délimiterait plus aucune terre autochtone. C'est ce qui explique « la journée du feu » au plus fort de la crise des incendies forestiers, lorsqu'un groupe de grands propriétaires du Pará, l'État avec le taux de déforestation le plus élevé, ont incendié une forêt pour « célébrer » leur pouvoir de le faire en toute impunité. **La forte augmentation (84 %) de la déforestation dans les zones que le gouvernement fédéral a l'obligation de protéger — aires de conservation et terres autochtones, d'août 2018 à juillet 2019**, constitue une autre preuve de cette impunité. (5)

Mais à ce jour, les gouvernements brésiliens n'ont jamais priorisé « la protection des forêts », en respectant l'autonomie et le rôle central des communautés qui dépendent des forêts. Dans les cabinets présidentiels, la parole des intérêts du grand capital et des grands propriétaires a toujours prévalu. Tous les territoires autochtones et quilombolas et les réserves extractivistes reconnues d'usufruit collectif des peuples et des communautés qui

dépendent des forêts qui existent aujourd'hui **résultent des nombreuses luttes, organisations, mobilisations et pressions de ces peuples et communautés.**

Les prétendues menaces

Au plus fort des incendies, Bolsonaro a commencé à suggérer, sans présenter de preuves, qu'en plus des Autochtones, des **ONG avaient causé ces incendies** : « (...) nous avons bloqué des fonds destinés aux ONG, des transferts de l'extérieur, 40 % allaient aux ONG ; maintenant ils n'en ont plus. De sorte que ces gens subissent un manque d'argent. Je ne l'affirme pas, mais ces gens des ONG pourraient commettre des délits pour attirer l'attention contre ma personne et contre le gouvernement du Brésil. » (6) Les « transferts de l'extérieur » font référence aux ressources du Fonds Amazonie qu'appuient les gouvernements de Norvège et d'Allemagne pour appuyer les actions de réduction de la déforestation en Amazonie.

En novembre 2019, **une action policière dans l'État amazonien du Pará a visé certaines ONG**. Quatre bénévoles de la brigade des incendies d'Alter do Chão, formée pour combattre les feux de forêt, ont été envoyés en prison préventive. On les accusait, à partir d'insinuations du gouvernement fédéral, d'avoir commencé un incendie pour justifier une demande d'appui de l'extérieur pour combattre les incendies et d'avoir détourné les ressources obtenues. (7).

Le gouvernement néofasciste de Bolsonaro a même accusé l'étoile du cinéma Leonardo DiCaprio de financer les ONG qui ont fait l'objet d'enquêtes. DiCaprio anime une fondation qui appuie la protection de la nature, mais il a nié l'accusation et a déclaré, à propos des ONG soumises aux enquêtes, que « même si les organisations mentionnées méritent d'être appuyées, nous ne les finançons pas ». (8)

Pendant que Bolsonaro accuse les ONG, on assiste au Brésil à une **intensification du processus historique de « grilaje » (accaparement) de terres**. Maintenant, les usurpateurs de terres (*grileiros*) sont bien mieux armés, car dans une de ses premières mesures, le gouvernement de Bolsonaro a **décrété le droit de porter jusqu'à quatre armes par personne**. Dans un manifeste d'appui à une des ONG accusées d'avoir mis le feu aux forêts, plus de 200 organisations affirment : « Nous voulons que la police enquête et appréhende les *grileiros*, les spéculateurs, les escadrons cuadrillas qui envahissent et volent les terres et les forêts publiques, en utilisant le feu comme stratégie pour nettoyer la zone. Et que l'on n'accuse pas sans preuve ceux qui travaillent à protéger les forêts. » (9) Dans ce contexte, il est évident que **les pratiques de violence contre les peuples augmentent en Amazonie**. En septembre, le CIMI (Consejo Indigenista Misionario, Conseil indigéniste missionnaire) avait déjà enregistré 160 cas d'invasion de terres de 153 territoires autochtones en 2019, dont la majorité en Amazonie, et le nombre d'assassinats de dirigeants autochtones a augmenté. (10)

Une loi approuvée cette année dans l'État du Pará (129/2019) aggrave encore plus la situation : cette loi tend à **favoriser la déforestation illégale, à faciliter la régularisation de l'utilisation à des fins privées des terres publiques et à permettre une éventuelle validation des titres fonciers dans les zones accaparées (griladas)**. (11) Le gouvernement fédéral adopte des mesures semblables (12) en cherchant même à laisser impunies les invasions des aires protégées par les entreprises forestières. Le gouvernement

fédéral étudie également des mesures pour faciliter l'exportation de troncs d'essences indigènes, aujourd'hui interdite. (13)

Les soi-disant solutions

Dans son discours de septembre 2019 lors de la cérémonie inaugurale de l'Assemblée générale de l'ONU, Bolsonaro a aussi accusé les ONG d'être derrière une conspiration qui cherche à « maintenir nos autochtones comme de véritables cavernicoles. » Même s'il a dit qu'il reconnaît que « chaque peuple ou tribu avec son cacique » possède « sa culture, ses traditions, ses coutumes et principalement sa manière de voir le monde, » apparemment Bolsonaro sait ce que l'Autochtone veut lorsqu'il affirme que « l'Autochtone ne veut pas être un propriétaire terrien pauvre vivant sur des terres riches. » Il affirme que « nous sommes prêts à développer durablement tout notre potentiel, en association avec les Autochtones et en ajoutant de la valeur. » En d'autres mots, il propose de maintenir **le même modèle économique extractiviste, mais sous la direction d'acteurs nationaux** au lieu « d'intérêts politiques et économiques externes. » (14)

Il faut souligner que la FUNAI (Fondation nationale de l'Autochtone), **l'organisme étatique chargé de protéger les peuples autochtones et de délimiter les terres autochtones, se transforme en agence de défense des intérêts de l'agrobusiness et des minières dans les terres autochtones.** (15) Pour pouvoir ouvrir à ces activités les terres autochtones déjà délimitées, le gouvernement fédéral compte modifier la Constitution. Si cela survenait, pas moins de **4 332 demandes d'exploration pour l'éventuelle extraction de minerais dans les terres autochtones de l'Amazonie brésilienne pourraient être approuvées**, sans oublier qu'à l'échelle mondiale, ce sont des sociétés transnationales, et non pas brésiliennes, qui dominent le secteur minier. (16)

Pour ce qui est de la préservation des forêts en tant que méthode pour freiner la destruction, le gouvernement ne cesse de répéter que le Brésil est un modèle de préservation, même si **en 2019, il a battu le record de déforestation de la dernière décennie.** C'est pourquoi le ministre de l'Environnement, Ricardo Salles, a déclaré à la veille de la conférence sur le climat de l'ONU en 2019 : « Au minimum, nous aurions le droit à une compensation d'environ 10 milliards de dollars par an. » C'est la valeur que le gouvernement imposerait aux pays riches pour avoir prétendument appliqué des mesures pour maintenir les forêts en tant que puits de carbone. (17) En réponse aux critiques sur l'augmentation de la déforestation, Salles a promis une « nouvelle stratégie » (18). Mais à ce jour, personne n'en connaît le contenu.

Ainsi, pendant que Bolsonaro affirme que « la protection des forêts est notre devoir, » **sa pratique concrète est toute autre.** Il suffit de rappeler que lorsque Bolsonaro a formé son gouvernement, il a voulu supprimer le ministère de l'Environnement. Et lorsqu'il dut reculer devant les fortes pressions, il a effectué de profondes coupures au budget du ministère, et a ainsi réduit sa capacité à contrôler la déforestation. Par exemple, un décret de mars 2019 a coupé 187 millions de reais (plus de 45 millions de dollars US) de son budget. (19)

L'objectif est clair : **ouvrir l'Amazonie brésilienne le plus rapidement possible à l'extraction et à la destruction et « intégrer » les peuples autochtones et non autochtones à la société de consommation** pour qu'ils abandonnent leurs économies de subsistance basées sur la forêt et qu'ils servent de main-d'œuvre bon marché dans les ouvrages et les projets que son gouvernement veut mettre en œuvre.

Résistances

Le néofascisme dans les forêts ne se développe pas seulement au Brésil. Il menace aussi les peuples dans d'autres pays dotés de forêts tropicales. C'est le cas notamment de la Papouasie, de l'Inde et des Philippines. Mais de **multiples résistances** se dressent contre ce mouvement et c'est sur cette note que nous voulons terminer ce récit. Voici quelques extraits de la réponse de l'APIB (Articulation des peuples autochtones du Brésil) au discours de Bolsonaro devant l'ONU en septembre 2019 :

« Bolsonaro se dénonce lui-même, comme une honte pour le Brésil, en démontrant de sérieuses carences dans sa compréhension de la géopolitique, de l'histoire et de la réalité socioculturelle de son pays, en voulant lutter parfois même contre des ennemis imaginaires et en portant des accusations non fondées, imprécises, démagogiques, mensongères et totalement fausses (...) principalement contre nous, les peuples autochtones. Nous ne devons rien à lui, à ses descendants ni aux élites qui se sont emparés jusqu'à aujourd'hui et à l'aide de pratiques manifestement colonialistes, destructrices et génocidaires, de nos territoires et de nos biens naturels que nous protégeons depuis des millénaires. Tout au contraire, la dette historique et sociale du Brésil envers nous continue d'être impayable. Mais cela ne nous empêche pas d'affirmer notre identité brésilienne, et c'est justement pour cela que nous revendiquons le respect de notre droit de faire partie de ce pays, en garantissant la base de notre existence — nos territoires, le peu qui nous reste —, notre diversité ethnique et culturelle, nos modes de vie, notre vision du monde. (...)

Bolsonaro sait que ses discours de haine et sa volonté de légaliser les pratiques criminelles comme le *garimpo* [exploitation minière illégale], en plus d'ouvrir complètement les aires protégées (terres autochtones, territoires quilombolas et de communautés traditionnelles et unités de conservation) à des envahisseurs de tout genre, avec l'expansion de l'agrobusiness et des grandes entreprises, ont été le combustible qui a allumé les incendies principalement contre les biomes Amazonie et *Cerrado* [savane brésilienne] dans des proportions inédites dans l'histoire récente du Brésil. Même ainsi, il affirme de manière éhontée dans son discours que l'Amazonie demeure presque intouchée et qu'il a pris un "engagement solennel" pour la protéger. (...)

Nous lançons un appel à nos bases, aux organisations et aux mouvements sociaux alliés pour qu'ils ne se laissent jamais intimider et ne reculent jamais dans la défense de leurs droits fondamentaux, principalement nos droits à la vie, aux terres et aux territoires que nous avons traditionnellement occupés. » (20)

Finalement, quelles positions adopteront les gouvernements des pays qui convoitent ardemment les « richesses » de l'Amazonie, principalement les États-Unis, le Canada, les pays d'Europe, le Japon et la Chine? Ces pays s'intéressent également aux crédits de carbone des forêts amazoniennes qu'ils prétendent utiliser pour compenser de manière trompeuse leur pollution. Parce que ce n'est pas seulement le gouvernement du Brésil qui crée un rideau de fumée. Beaucoup de gouvernements le font aussi en affichant leur préoccupation face aux incendies forestiers ou aux politiques de Bolsonaro. On sait que les **ministères des Affaires étrangères de ces gouvernements cherchent avant toute autre chose à faire profiter leurs propres intérêts économiques et leurs multinationales.**

Par conséquent, le moment serait-il venu de regarder de plus près ce qui se trouve derrière les rideaux de fumée créés par les gouvernements néofascistes pour ainsi **former des**

alliances plus fortes et solides pour combattre la haine, la violence et la destruction forestière qui détruit l'Amazonie et beaucoup d'autres forêts et peuples de la planète ?

Secrétariat du WRM, wrm@wrm.org.uy

- (1) AF, Checamos o pronunciamento de Bolsonaro sobre os incêndios na Amazônia, août 2019, <https://aosfatos.org/noticias/cheamos-o-pronunciamento-de-bolsonaro-sobre-os-incendios-na-amazonia/>
- (2) Le groupe des sept (G7) est le groupe des sept pays les plus industrialisés de la planète. L'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni en font partie, même si l'Union européenne y est aussi représentée. <https://www.dw.com/pt-br/brasil-decide-rejeitar-ajuda-financeira-do-g7-para-a-amaz%C3%B4nia/a-50178005>
- (3) Le projet du millionnaire étasunien Daniel Ludwig constitue un bon exemple. Pour obtenir plus de détails, lire l'article de novembre 2018 du Bulletin du WRM : <https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/le-fsc-et-la-rspo-sont-ils-complices-de-delits%e2%80%89-le-probleme-des-terres-de-jari-florestal-et-dagropalma-dans-lamazonie-bresilienne/>
- (4) L'article suivant contient plus d'informations sur le CAR : <https://www.socioambiental.org/pt-br/noticias-socioambientais/tentativa-de-regularizar-terras-com-car-causa-polemica> ; le « *grillaje* » est l'appropriation illégale des terres par les grands propriétaires terriens et les entreprises à diverses fins qui cause plus de destruction forestière en Amazonie.
- (5) Estadão Sustentabilidade, Desmarte em unidades federais protegidas sobre 84% e supera média de toda Amazônia, novembre 2019, <https://sustentabilidade.estadao.com.br/noticias/geral,desmarte-em-unidades-protegidas-sobe-84-e-supera-media-de-toda-a-amazonia,70003098146>
- (6) UOL, Sem Prova, Bolsonaro acusa ONGs de estarem por trás de queimada na Amazônia, août 2019, <https://noticias.uol.com.br/meio-ambiente/ultimas-noticias/redacao/2019/08/21/bolsonaro-diz-que-ongs-podem-estar-por-tras-de-queimadas-na-amazonia.htm>
- (7) Revista fórum, Polícia do Pará persegue ONGs sob acusação de incendiar Amazônia, novembre 2019, <https://revistaforum.com.br/brasil/policia-do-para-persegue-ongs-sob-acusacao-de-incendiar-amazonia/>
- (8) El País, Leonardo DiCaprio rebate Bolsonaro e nega ter financiado ONGs investigadas, novembre 2019, https://brasil.elpais.com/brasil/2019/11/30/politica/1575131361_384198.html
- (9) ClimalInfo, Manifesto de apoio ao Projeto Saúde Alegria reúne mais de 100 organizações, novembre 2019, <http://climainfo.org.br/2019/11/28/manifesto-de-apoio-ao-projeto-saude-alegria-reune-mais-de-100-organizacoes/>
- (10) Publica, Práticas de violência se multiplicaram em 2019, octobre 2019, <https://apublica.org/2019/10/praticas-de-violencia-se-multiplicaram-em-2019-diz-coordenador-do-cimi/>
- (11) Brasil de Fato, Nova lei de terras do Pará permite “requentar” títulos podres e favorece grileiros, juin 2019, <https://www.brasildefato.com.br/2019/06/26/nova-lei-de-terras-do-para-permite-requentar-titulos-podres-e-favorece-grileiros/>
- (12) Confirma Noticia, MP que regulariza propriedades rurais incentiva grilagem, dizem especialistas, décembre 2019, <https://www.confirmanoticia.com.br/mp-que-regulariza-propriedades-rurais-incentiva-grilagem-dizem-especialistas/>
- (13) Revista Fórum, Bolsonaro quer liberar exportação “in natura” de madeira da Amazônia, novembre 2019, <https://revistaforum.com.br/politica/bolsonaro/bolsonaro-quer-liberar-exportacao-in-natura-de-madeira-da-amazonia/>
- (14) El País, O discurso de Bolsonaro na ONU, analisado e confrontado com dados, septembre 2019, https://brasil.elpais.com/brasil/2019/09/24/politica/1569340250_255091.html
- (15) Pública, Funai pode ser mediadora de mineração em terra indígena, septembre 2019, <https://apublica.org/2019/09/funai-pode-ser-mediadora-de-mineracao-em-terra-indigena/>
- (16) Repórter Brasil, Projeto de governo de ampliar mineração ameaça 30% das terras indígenas do país, octobre 2019, <https://reporterbrasil.org.br/2019/10/projeto-do-governo-de-ampliar-mineracao-ameaca-30-das-terras-indigenas-do-pais/>
- (17) Money Report, Brasil cobrará US10 bilhões anuais a países ricos, diz Salles, novembre 2019, <https://www.moneyreport.com.br/economia/brasil-pedira-us-10-bilhoes-anuais-a-paises-ricos-diz-salles/>

(18) R7, Ministro diz que apresentará plano para prevenção da Amazônia, août 2019, <https://noticias.r7.com/brasil/ministro-diz-que-apresentara-plano-para-preservacao-da-amazonia-11082019>

(19) Brasil de Fato, Bolsonaro corta 95% do orçamento das ações destinadas a combater mudanças climáticas, mai 2019, <https://www.brasilefato.com.br/2019/05/03/bolsonaro-corta-95-do-orcamento-das-acoes-destinadas-a-combater-mudancas-climaticas/>

(20) APIB, Repúdio contra o discurso anti-indígena de Bolsonaro na Assembleia Geral da ONU, septembre 2019, <http://apib.info/2019/09/26/repudio-contra-o-discurso-anti-indigena-de-jair-bolsonaro-na-assembleia-geral-da-onu/>

Portucel au Mozambique : la réalité derrière le discours des « plantations durables »



Les communautés de la province de Zambezia au Mozambique, notamment des districts d'Ile, de Namarroi et de Mulevala, ont vécu pendant des siècles en utilisant et en aménageant la terre de manière durable. Ce système leur a permis d'appliquer des pratiques et des processus qui à leur tour ont maintenu des relations pacifiques et fonctionnelles entre les communautés et l'environnement.

Le Mozambique est actuellement confronté aux problèmes d'un modèle de développement basé sur l'extraction de ressources. **La terre est convertie en un bien au service du capitalisme qui est exproprié de la population locale.** Depuis l'an 2000, plus de **600 000 hectares de terres dans les provinces de Niassa, de Nampula, de Zambezia et de Manica** ont été concédés à des plantations d'arbres **pour la production de pins et d'eucalyptus. Deux grandes entreprises contrôlent majoritairement ces projets : Portucel** (contrôlée par la société portugaise The Navigator Company) et **Lúrio Green Resources** (contrôlée par la société Green Resources).

Le gouvernement du Mozambique s'est engagé en 2013 à donner en concession près de trois millions d'hectares de terres à des entreprises qui promeuvent la monoculture d'arbres dans le Niassa, pour que le pays devienne le **deuxième producteur de cellulose d'Afrique**, derrière son voisin l'Afrique du Sud. Il est évident que pour le gouvernement du Mozambique, les investissements en plantations d'arbres sont prioritaires, peu importe leurs effets. Ces projets forestiers ont été à l'origine de convulsions sociales, de réinstallations forcées et de foyers d'insécurité alimentaire à la suite de la réduction des superficies agricoles.

Néanmoins, lors de la rencontre annuelle de 2019 de la Plateforme des plantations de nouvelle génération (PNG), une initiative du Fonds mondial pour la nature (WWF) qui vise à promouvoir l'expansion des monocultures industrielles, **Portucel a qualifié ces plantations d'ensemble « durable qui assure la prospérité rurale avec une approche inclusive et partagée »**. Mais dans les faits, ce soi-disant « développement durable forestier de l'Afrique » se traduit par une dure réalité sur le terrain.

La lutte contre l'invasion des « machambas »

Le 14 juillet 2018, l'organisation MISSÃO TABITA a appris l'existence d'un conflit entre la société Portucel et les communautés de Mugulama, dans le secteur de Nanretete du district d'Ile. Un résident membre de la communauté de Nanretete a déclaré que : « les techniciens de l'entreprise Portucel sont venus à Nanretete pour informer la communauté à propos de la **cartographie des cimetières**. Les représentants de l'entreprise ont posé les questions suivantes à la communauté : où enterrez-vous les restes mortels des personnes et quelle est la procédure d'inscription des cimetières ? » Tout cela s'est produit sans **aucune entente de consentement de la part des communautés de la localité**. Un membre indigné de la communauté a demandé : « C'est quoi tout ça ? Le cimetière est un lieu sacré où reposent nos défunts et le lieu final de notre vie. » Pendant ce temps, le dirigeant de la communauté et le technicien de l'entreprise ont exigé d'entrer dans le cimetière pour prendre des photos. La communauté a réagi si fortement que plusieurs personnes voulaient même frapper le technicien en réponse à l'action et à l'attitude de l'entreprise.

MISSÃO TABITA a vérifié que cette manifestation commencée dans la communauté de Nanretete s'est poursuivie dans les communautés de Manacubo, Intiliconi, Naume, Mualua et Napua où les gens nous ont fait part d'autres problèmes : **menaces armées par des personnages douteux et communications de Portucel affirmant faussement la conclusion d'accords avec les communautés**.

Les communautés que nous avons visitées nous ont aussi **demandé d'appuyer leur lutte contre l'invasion des machambas (parcelles de production d'aliments) par l'entreprise**. Cela a attiré encore plus l'attention des communautés parce que l'agriculture est la base de leur survie. Nous avons aussi conversé avec le chef de la localité de Neves qui nous a fourni des informations minimales sur l'objectif de l'entreprise : l'expansion des plantations d'eucalyptus. Celui-ci a aussi affirmé qu'il a reçu la visite de l'équipe de l'entreprise à maintes reprises dans son cabinet, laquelle **le pressait pour qu'il accepte l'entrée de la société dans d'autres zones** de la localité. Comme il refusait, l'équipe a cherché à le corrompre en lui offrant un montant d'argent qu'il n'a pas spécifié et lui a expliqué qu'elle cartographierait d'abord les lieux sacrés pour éviter leur destruction.

Construction de petits barrages par la société Portucel sur les rivières qui traversent les communautés

En juillet 2019, les communautés ont alerté MISSÃO TABITA à propos de la construction de **petits barrages sur les rivières qui traversent les communautés**. Une des personnes touchées a raconté : « Un jour, un groupe est arrivé pour mesurer les machambas en promettant de protéger la terre des paysans et nous avons accepté parce qu'ils affirmaient que si une entreprise s'emparait de nos terres, nous pourrions présenter des documents appelés DUAT (Droit d'utilisation et d'exploitation de la terre). Ils nous ont des garanties et

ont fait appel à la bonne conservation des terres. Quelques jours plus tard, des blancs sont arrivés avec le chef du poste administratif d'Ile (district) et les techniciens en agriculture pour participer à une réunion convoquée par le dirigeant local. **Dans la réunion, ils n'ont pas demandé l'opinion de la communauté** et ont simplement affirmé qu'ils veulent construire un barrage dans la communauté d'Hamela sur la rivière Nakope, dans ma propriété, pour l'irrigation de parcelles horticoles qui bénéficierait ainsi à 34 familles de la communauté. À cette réunion, ils ont expliqué que les familles touchées par le barrage devraient quitter leurs terres et ils n'ont pas dit où nous irions. Il faut savoir que je suis orphelin de père et de mère, j'ai des enfants à élever et je ne suis pas satisfait parce que je ne sais pas où j'irai. Je ne veux pas abandonner mes ancêtres et aller vivre une vie douteuse ou suspecte ; ils ne peuvent pas me laisser dans un terrain qui ne produit rien alors que je vis grâce aux machambas. C'est la terre qui me nourrit ».

En employant la ruse, Portucel a commencé une collaboration avec l'ORAM (Asociación Rural de Ayuda Mutua), une association spécialisée dans la délimitation des terres. Celle-ci a délimité le site proposé de la construction, en alléguant que le barrage servirait à l'irrigation de produits agricoles. Les personnes que nous avons interviewées nous ont parlé seulement de l'ORAM, sans savoir que la société Portucel était à l'origine de la manœuvre.

Le processus d'accès à la terre et les droits des communautés locales

Le processus d'assignation des droits DUAT à la société Portucel n'est pas dans le domaine public. Ainsi, la conformité juridique de ce processus n'est pas connue d'autant plus que les titulaires d'une partie importante des terres en question (les titulaires respectifs des DUAT) étaient les communautés locales. Dans les zones où Portucel s'est établi, l'agriculture constitue la principale activité de subsistance et de génération de revenus de la population locale avec la participation de tous les membres des familles. L'agriculture manuelle est pratiquée dans des petites exploitations familiales est basée sur un système d'association de variétés de cultures locales.

On a estimé que la Société financière internationale (SFI), le bras privé de la Banque mondiale, finance Portucel pour près de 2,3 milliards de dollars pour l'établissement de plantations d'eucalyptus destinés à la production industrielle de cellulose et d'énergie au Mozambique. Selon l'entreprise, le Mozambique a été choisi pour la mise en œuvre de ce projet en raison de sa forte affinité culturelle et de son excellente situation géographique stratégique par rapport aux marchés asiatiques. Les informations sur le projet présentées dans des rapports d'évaluation d'impact environnemental indiquent que l'installation des plantations d'eucalyptus dans les provinces de Zambezia et de Manica sera graduelle. Dans la province de Zambezia, 2 000 hectares seront plantés la première année avec une augmentation graduelle sur une période de 12 ans pour atteindre un total d'environ 120 000 hectares d'eucalyptus. Dans la province de Manica, il est prévu que 1 500 hectares seront plantés la première année avec une augmentation graduelle similaire pour atteindre un total de près de 126 000 hectares après 12 ans.

Plusieurs membres des communautés ont déclaré **se sentir soumis à des pressions de la part de dirigeants locaux pour accepter l'arrivée de Portucel et lui céder leurs terres ;** cependant, ils ne savent pas si Portucel est au courant de ces pressions. Selon les personnes interviewées, Portucel Mozambique a convaincu les communautés de céder leurs machambas avec **des promesses d'emploi et de formation technique.** Entre-temps, ces

personnes ont dénoncé que **les emplois promis se sont avérés précaires et de courte durée** et que les salaires reçus varient de 80 à 100 meticals par jour (de 1,25 à 1,50 dollar). Les critères de compensation appliqués en faveur des communautés dont les droits à la terre sont passés aux mains de Portucel ne sont pas publics non plus.

« Nous le déplorons énormément parce que nous n'avons pas vu la couleur de ce qu'ils nous ont promis ; les personnes qui travaillent [pour l'entreprise] sont temporaires, elles travaillent peu de jours et c'est pourquoi nous ne sommes pas satisfaits avec Portucel », se plaint un des membres de la communauté du centre administratif de Socone (district).

Tous ces cas vérifiés contredisent les engagements publics que la société Portucel a pris dans son document sur la procédure d'accès à la terre, dans lequel il affirme que « si les communautés et les familles ne s'intéressent pas au projet de Portucel Mozambique, l'entreprise cherchera une autre zone et elle rejette rigoureusement tout acte de pression ou de coercition de la part de ses collaborateurs. »

Selon les membres des communautés interviewés, les négociations pour la cession des terres communautaires sont effectuées individuellement. L'entreprise négocie directement avec le propriétaire de la machamba, en incluant son nettoyage que réalisent le propriétaire et ses proches embauchés pour une rémunération d'environ 1 500 meticals (à peu près 24 dollars).

« Au début, ils ont dit que ceux qui veulent travailler doivent céder leur machamba, et nous n'avons pas beaucoup tardé à le faire. J'ai cédé deux hectares et demi et nous avons travaillé seulement un mois parce que le dessouchage a pris un mois complet et ils nous ont donné 1 500 meticals par personne pour le travail. Je n'ai rien reçu pour ma machamba, seulement pour le travail de préparation de la terre que nous avons fait dans ma propre machamba. Et maintenant je n'ai rien d'autre à faire. Même notre dirigeant a cédé sa machamba et il est dans la même situation, assis chez lui. Dans ma machamba, je produisais du maïs, des haricots jogo, des haricots bóer et du manioc pour alimenter ma famille. J'ai six enfants et je vis aussi avec mon épouse et ma belle-mère, » a confié un membre de la communauté.

Jusqu'à maintenant, l'entreprise répond aux questions soulevées par les communautés en alléguant qu'elles résultent dans une large mesure du manque d'information et de communication entre l'entreprise et les communautés. MISSÃO TABITA pense que cette explication de l'entreprise constitue **une grossière simplification des préoccupations des communautés, étant donné que beaucoup de leurs membres ne souhaitent pas changer leur mode de vie. Ils ne veulent pas vivre entourés d'eucalyptus et ils ne connaissent pas les effets négatifs que ce type de plantation aura sur leurs machambas quant à la disponibilité en eau, l'utilisation de produits agrottoxiques, etc.**

Même si l'entreprise ne fait que commencer à s'établir, il y a déjà des **conflits fonciers**. Il est urgent que le gouvernement du Mozambique porte une attention particulière à cette situation, car le projet représente un danger pour la survie des communautés rurales, notamment celles des districts d'Ile, de Namarroi et de Mulevala. Une grande partie des membres des communautés consultées **n'ont pas les connaissances minimales sur le projet**, la superficie occupée, les impacts sociaux et environnementaux potentiels, les détails sur les types et le nombre d'emplois promis. Ils ne connaissent pas non plus les types de changements auxquels ils peuvent s'attendre dans leur mode de vie. L'insatisfaction est

évidente en raison des **attentes élevées suscitées par les innombrables promesses** faites durant la consultation communautaire. L'entreprise tente et rallie les membres du gouvernement à sa cause avec l'argent.

Notre lutte pour la défense de l'environnement et la préservation des sources d'eau, l'aliment principal de l'être humain, doit être constante. Parce que la privatisation des sources d'eau devient un problème croissant partout sur la planète. L'eau est un droit humain fondamental. La gestion de l'eau est d'intérêt public et nécessaire. Cette ressource vitale ne doit pas être privatisée.

**Lorsqu'un barrage naît, la rivière meurt !
L'eau est la vie !**

Zambezia, octobre 2019

Rodrigues Bicicleta, Eugénio Oloda Muhelele et Victorino Bernardo
MISSÃO TABITA, Mozambique

Une organisation qui lutte pour la justice sociale et les droits humains et promeut le droit des communautés d'utiliser les terres. Cette organisation travaille en collaboration avec Justiça Ambiental! auprès des communautés dont les droits ont été bafoués et qui sont touchées par les grandes monocultures d'eucalyptus au Mozambique.

Inde : femmes, communs et patriarcat



India. Ph: SAMVAD

Les communs servent de base aux moyens de subsistance et déterminent les rythmes de vie d'une grande partie de la population en Inde, en particulier pour ceux qui vivent en marge de l'économie capitaliste dominante. Les usagers des communs, les commoners, représentent une partie importante de la population indienne et la majorité dépendent des forêts et de la petite agriculture. Les responsables du développement cherchent à insérer les commoners dans l'économie moderne pour leur permettre de bénéficier d'avantages économiques, mais ils accordent peu d'attention au fait que **les communs sont un mode de vie et que les processus de développement font peser une menace sur ceux qui dépendent de la nature et des interrelations de leurs modes de vie avec, par exemple,**

les forêts, en faisant l'hypothèse que les communs et leurs habitants ont besoin d'un changement de paradigme vers un mode de vie plus « civilisé ». Les multiples traditions qui restent vivantes, se maintiennent et préservent la vie qui les entoure, sont enracinées à l'intérieur des communs et de la diversité inhérente à ses forêts, ses prairies, ses plans d'eaux, etc. Elles sont basées sur une réciprocité symbiotique de protection et de renouvellement, sur des connaissances et des pratiques qui ont évolué au cours de siècles d'être et d'agir.

Les femmes jouent un rôle central dans ces communautés qui pratiquent et protègent les communs. Ces pratiques naissent d'une tradition du donner et du recevoir et, ensuite, de la création de « l'abondance ».

Certaines féministes défendent l'idée que, puisque ce sont les femmes qui donnent naissance aux enfants, le statut de dispensatrices de soins leur est « naturellement » attribué. D'autres féministes, au contraire, considèrent que l'attribution de ces rôles est une construction sociale. Le degré de reconnaissance et d'attention accordée aux femmes et leur contribution à la protection des sociétés varient selon les régions et les cultures. Cependant, ceux-ci sont de plus en plus restreints et assujettis par **la structure socio-économique capitaliste, patriarcale et hiérarchique de la société, caractérisée par un contrôle oppressif sur le travail et la domination de la nature et du travail des femmes.**

Le travail des femmes au foyer, dans les champs ou dans la forêt, dans l'élevage des animaux ou dans la collecte des combustibles, de la nourriture, de l'eau ou des herbes n'est ni considéré comme un « travail » dans le paradigme dominant actuel ni rémunéré ou respecté. Les droits des femmes à la terre et aux moyens de subsistance sont toujours les plus précaires. **La violence généralisée contre les femmes dans toutes les sociétés est une expression de la domination et du contrôle du travail des femmes et de leurs capacités, autant que de la domination de la nature** qui va de pair avec les technologies poursuivant ce but : l'exploitation minière, l'exploitation forestière, le chalutage, etc. (1)

En Inde, les éleveurs, souvent nomades, constituent une partie importante de la population. Ils ont pratiqué la chasse et la cueillette dans les forêts et ont eu des siècles d'apprentissage pour faire évoluer « un mode de vie » qui l'harmonisation de leurs besoins avec ceux de la nature, dont ils se sentent partie intégrante. Plusieurs de ces sociétés tribales ont eu une histoire matrilineaire (où les descendants sont identifiés via la lignée de la mère), que l'on pense être ancrée dans la centralité des femmes pour maintenir des relations synergiques avec les communs (par exemple les Khasis dans l'État du Meghalaya, dans le Nord-Est, les tribus du district de Sirmor dans l'Himachal Pradesh, dans le nord de l'Inde, etc.). D'autres sociétés tribales, cependant, ont mis en place des modèles de survie et de subsistance dans des structures moins égalitaires et se tournent de plus en plus vers des modes de gouvernance patriarcaux rigides.

Histoires au féminin : cycles et abondance

Les connaissances et les histoires, les vies et les cycles saisonniers des communautés pastorales et des peuples autochtones sont de plus en plus documentés. Cependant, une grande partie de cette documentation est **basée sur des histoires racontées par des hommes et fondées sur une mentalité patriarcale et capitaliste.** Cela s'est traduit par la mise en avant de certaines activités et processus par rapport à d'autres ; la représentation d'expériences qui dépeignent et mettent l'accent sur des aspects particuliers de l'économie

et les relations qui y sont intégrées ; la mise en évidence de valeurs spécifiques qui créent des images d'un certain style de vie et mettent l'accent sur certains choix plutôt que sur d'autres – une tentative de valider la légitimité d'un monde ancré dans la cupidité plutôt que dans le besoin, un monde dans lequel la domination et l'esprit de compétition sont des attributs naturels. Dans le même temps, **les histoires qui sont le fondement de multitudes de communautés mais ne servent pas à l'accumulation dans des modes de production capitalistes, ont été ignorées.**

Des tentatives plus récentes de documenter les histoires de ces communautés du point de vue des femmes illustrent les nuances de leur existence. Ces histoires mettent en lumière les expériences des communautés qui vivent et maintiennent leurs moyens de subsistance grâce à des modes d'existence simples et pourtant intimement liés à la nature. Ce sont principalement des récits et des analyses de sites de déplacement de populations ou de crise climatique, des luttes contre les assauts d'un développement destructeur et d'une industrialisation agressive, etc. Dans chacune d'entre elles, il existe invariablement des expériences de femmes qui font ressortir les nuances, les expressions qui guident les mouvements de protestation et les corps de femmes qui se retrouvent la plupart du temps en première ligne de la résistance. Et donc, ce sont aussi elles qui sont des cibles faciles pour le pouvoir agressif masculin des développeurs capitalistes de l'industrie, qui travaillent en alliance avec l'État.

Les communs, en tant qu'espace et à travers le temps, en tant que « culture » et « mode de vie », font partie intégrante des façons de faire, de savoir et d'être des femmes commoners. L'espace des communs définit et est défini par un entrelacement infini de leurs existences en tant qu'entités intégrées dans ces sphères, attribuées par le rythme de la nature. Ce sont les histoires et les traditions orales qui permettent le mieux d'en dévoiler le rythme et la nuance. Par exemple, l'apparition de nouvelles feuilles sur une espèce particulière de plantes, un oiseau ou la floraison sur un manguier, laissent augurer une bonne mousson. **Les économies des communs dans une perspective de genre représentent un cycle quotidien d'équilibrage entre des besoins de survie et de soins et des processus d'abondance et de rareté.** Les prélèvements dans les communs se font en fonction de la nécessité de les reconstituer pour maintenir un équilibre basé sur les cycles et les saisons. Le jhuming (culture itinérante) et le nomadisme ont suivi un rythme de ce type à travers l'espace et le temps.

Alors que plusieurs économies cherchent à redécouvrir ou à réimaginer les communs comme mode de vie, de nombreuses sociétés dans plusieurs régions du Sud ont réussi jusqu'à maintenant à maintenir une vie basée sur les communs, sous la forme d'un ensemble de principes et de rythmes définis contextuellement, mais aussi universel dans ses racines idéologiques de partage et d'abondance.

Travail et production

Malgré les importants changements actuels dans les sociétés tribales sous l'influence d'une économie ambiante oppressive et dominante, on constate encore que les droits des femmes aux ressources communautaires y restent reconnus. Pourtant, **ces droits sont restreints dans le domaine des droits des ménages à la propriété foncière**, un système qui est issu de pratiques de non-commoners ancrées dans les notions de propriété privée.

Bien que les femmes restent dans une plus large mesure les détentrices des connaissances en matière de nourriture, de plantes et de pratiques médicinales, disposant des connaissances et capacités nécessaires pour rechercher, cueillir, récolter et effectuer d'autres travaux à partir d'un héritage de compétences et de connaissances acquises, ce travail est pour l'essentiel invisible et manque de reconnaissance. Ce travail est devenu le fardeau des femmes lorsque **la classification du travail est apparue : le travail à valeur de subsistance** (attribué aux femmes qui l'effectuent en fonction de leur conviction vis-à-vis de sa valeur) **a été séparé du travail à valeur économique** (attribué d'abord et principalement aux hommes qui aspirent à acquérir une valeur économique grâce au travail salarié ou d'autres formes de liens avec le marché). À partir de cette classification, **des hiérarchies ont été créées, le travail à valeur économique étant rémunéré et** en conséquence, une valeur plus élevée lui étant attachée.

Le système de travail à valeur économique est toujours exécuté pour « l'étranger » – un entrepreneur ou une personne de la région qui fait allégeance au monde extérieur aux communs – pour des motifs autres que la subsistance. La probabilité que les hommes soient attirés par le système de travail à valeur économique est plus élevée parce qu'ils sont moins impliqués dans le travail lié à leurs communs et qui vise à entretenir sa philosophie. **Les hommes ont également commencé à dominer les espaces de prise de décision et d'élaboration des règles qui déterminent les conditions de coopération des uns avec les autres et avec l'autre monde, le monde extérieur du marché (du travail à valeur économique).** De ce fait, bon nombre de ces sociétés ont tendance à adopter et à renforcer les pratiques et les cultures dominantes, notamment les idéaux patriarcaux.

Les débats sur la nécessité de reconnaître le travail des femmes comme un travail à valeur économique, en le compensant par des mesures financières, ont trouvé un écho en Inde chez certains décideurs politiques et chez des féministes libérales occidentales. Bien que cela puisse sembler un objectif altruiste, cela porte en fait atteinte à la dignité d'un tel travail : Cela réduirait le travail de protection des femmes à une profession pour laquelle est dû le paiement d'un salaire qui solderait les comptes. **L'acte de partager, d'entretenir et de protéger les communs pour la création de l'abondance est annulé quand on le considère simplement comme une marchandise à rémunérer.** Mais, cette fonction n'étant pas partagée, elle se limite au domaine des femmes et ignore la structure sociale et culturelle qui y est intégrée.

Le « travail » dans une perspective féministe sur les communs

Dans la gestion de la nourriture pour le ménage, par exemple, les femmes prennent des décisions discrètes sur la nature et la quantité de ce qu'il faut collecter. Elles choisiront vraisemblablement ce qui est le plus abondant parce que c'est probablement ce qui se renouvellera le plus rapidement et le plus facilement, plutôt que des herbes, des tubercules, des racines ou des écorces intérieures particulières qui seront utiles comme produits alimentaires de secours en période de maladies ou si un risque pèse sur l'abondance. **Le rôle de ces choix discrets est rarement reconnu ou compris dans le maintien d'un équilibre entre utilisation et renouvellement à l'intérieur des cycles de la nature** et n'entre donc pas dans la prévision des besoins alimentaires ou la gestion des crises.

Pourtant, on voit souvent des planificateurs, des bureaucrates et des responsables des programmes d'État et d'aide, plongés dans la mise en place d'une recette particulière de prestations et de programmes de développement, déplorant que les communautés ne

semblent pas appliquer une approche de planification pour résoudre leurs problèmes ni épargner en prévision des périodes de crise.

Une perspective féministe sur les communs révélerait que le fait d'être ancré dans les cycles et les rythmes de la nature rend la contrainte d'accumulation contradictoire avec les principes de partage et de soins. **Que bénéficiaire de l'abondance dépend aussi du fait de s'assurer que les besoins (et non les désirs ou la cupidité) définissent l'ampleur de l'extraction**, afin de permettre aux autres et à eux-mêmes de compter sur sa disponibilité à de futures occasions. **Ces communautés se sont abstenues d'une culture d'accumulation, car c'est l'abondance et non la rareté qui guide leurs besoins**. La simplicité des besoins est intégrée dans une fine texture de relations de réciprocité et de réciprocité afin que le besoin d'accumulation et de conflit ne se pose pas. Et si cela devait se produire, on sait que de nombreuses communautés disposent aussi de normes pour redresser une telle situation.

Le problème ne réside donc pas dans leur réticence à accumuler ou à stocker, mais dans les processus qui menacent le maintien de l'abondance dont elles ont besoin. Le « travail » d'un point de vue féministe sur les communs doit intégrer les actions et les processus entrepris dans un contexte d'abondance de la nature et de processus de production partagés au **profit de l'ensemble du bien-être**. Le travail à valeur économique, en revanche, est une coercition dérivant du sentiment de rareté, qui oblige les individus à rechercher des bénéfices économiques pour eux-mêmes, indépendamment de la façon dont ces tâches peuvent affecter la nature et les autres êtres.

Le travail considéré comme travail à valeur économique ignore donc les processus enracinés dans des contextes sociaux et culturels complexes. Il rend invisibles le travailleur et la pertinence sociale et l'empreinte écologique de ce travail. Les mouvements de femmes s'efforcent de faire reconnaître ce travail, **non pas en tant que « travail de femmes », mais comme un travail qui est fondamental pour le bien-être des sociétés**. Les féministes s'efforcent également de partager ce travail ainsi que les rétributions – que ce soit en termes économiques ou dans les relations que ce travail implique. Si ce travail doit être partagé, les **hommes et les femmes pourraient alors contribuer ensemble de manière plus globale à la construction de sociétés et de communs protecteurs**.

Ce texte est un résumé de l'article :

« *Women's Work is Work: A Feminist Perspective on the Commons as Process* », Soma KP et Richa Audichaya, *Inde*.

http://boellblog.org/wp-content/uploads/2013/10/KP_Soma.pdf

(1) « Le patriarcat est un système social dans lequel les hommes détiennent le pouvoir principal et disposent de rôles prédominants au niveau du leadership politique, de l'autorité morale, des privilèges sociaux et du contrôle des droits de propriété. Les idéaux du patriarcat agissent pour expliquer et justifier cette domination et l'attribuer aux différences « naturelles » inhérentes entre les hommes et les femmes.

Blockchain et « contrats intelligents » : dernières tentatives du capital pour établir une mainmise sur la vie sur Terre



Ph: Earth Bank of Codes

Les deux sens du mot « biopiraterie »

« Le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques » est (1), avec la préservation et l'utilisation durable de la biodiversité, l'un des principaux objectifs de la Convention sur la diversité biologique (CDB). La Convention, créée lors du Sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992, a été considérée comme une victoire par les pays mégadivers du Sud, car il était le premier traité international à reconnaître le droit souverain de ces nations d'exploiter ces ressources. Elle obligeait les parties étrangères souhaitant accéder à des ressources génétiques à obtenir la permission des gouvernements des différents États concernés. Les avantages de l'utilisation commerciale devaient être partagés à la fois avec l'État concerné et les communautés locales et les peuples autochtones qui détiennent des connaissances traditionnelles sur ces ressources.

À cette époque, **la monopolisation des ressources génétiques par le biais de la propriété intellectuelle (brevets) – principalement par les sociétés pharmaceutiques – était de plus en plus perçue comme une menace par les communautés forestières amazoniennes.** Le cas le plus emblématique dans ce contexte a peut-être été celui du brevet américain numéro 5.751P, qui a accordé en 1986 à un citoyen américain des droits exclusifs sur *Banisteriopsis caapi* - une plante endémique d'Amazonie, connue sous le nom d'Ayahwasca, sacrée pour de nombreux peuples autochtones de la région.

Pour dénoncer ce type de **pillage des connaissances traditionnelles des peuples des forêts** par le biais de brevets et, surtout, la conversion de ressources biologiques utilisées collectivement et de connaissances collectives associées à ces ressources en propriété privée, l'ONG Rafi (aujourd'hui ETC Group) a inventé au milieu des années 1990, le terme « **biopiraterie** ». (2) Initialement, l'utilisation du terme a été évitée dans les débats de la CDB, étant considérée comme l'expression d'une « opinion extrême ».

Dans les années qui ont suivi, cependant, le terme a de plus en plus souvent été intégré dans ces débats, bien que sa signification ait fondamentalement changé : la biopiraterie était

désormais considérée comme l'obtention de droits des peuples autochtones sur les ressources génétiques et les connaissances traditionnelles sans autorisation ni partage des avantages. L'idée sous-jacente de « l'appropriation légale » est bien sûr clairement éloignée de l'intention initiale de groupes critiques comme ETC. La militante indienne Vandana Shiva a attiré l'attention sur cette contradiction en déclarant que le problème de la biopiraterie est le résultat des systèmes occidentaux de droits de propriété intellectuelle, et non de l'absence de tels systèmes dans les pays du Sud. (3)

En 2010, le Protocole de Nagoya, un accord juridiquement contraignant sur l'accès et le partage des avantages des ressources génétiques, a été adopté par la CDB avec l'intention déclarée de « prévenir la biopiraterie ». En fait, il existe toutefois d'innombrables obstacles à la mise en œuvre du Protocole. La divulgation de l'origine des ressources génétiques et l'identification des détenteurs originaux des connaissances traditionnelles, qui auraient droit au partage des avantages, semblent être des tâches impossibles. En outre, **les sociétés pharmaceutiques, comme Bayer ou Novartis, peuvent accéder à ces ressources de manière indirecte en opérant dans la zone grise de la collaboration universitaire.** Elles sont également de plus en plus capables de produire des substances synthétiques en laboratoire, en théorie sans jamais accéder physiquement à la ressource génétique du pays d'origine. Elles peuvent alors prétendre dans leurs demandes de brevet que les copies synthétiques sont leurs « inventions ». (4) Les contrats de partage des avantages « réussis » continuent d'être essentiellement des vœux pieux. Les négociations échouent généralement en raison des différences culturelles, des systèmes de valeurs différents, des problèmes de communication et du manque de confiance entre les parties.

La Banque de codes de l'Amazonie

En janvier 2018, le Forum économique mondial (FEM) a lancé, lors de sa 48^e réunion annuelle à Davos, l'initiative de la Banque de codes de l'Amazonie (Amazon Bank of Codes Initiative). Elle est censée être **la première phase d'un programme plus vaste, qui repose sur un partenariat entre le projet Earth BioGenome et la Banque des codes de la Terre.** (5) Le projet Earth BioGenome prévoit de séquencer et de cataloguer toutes les plantes, les animaux, les champignons et une grande partie de l'ensemble des organismes unicellulaires vivant sur terre en développant et en mettant en œuvre des drones aériens, terrestres et océaniques et de nouvelles technologies de séquençage bon marché (voir note 1) au cours des dix prochaines années. La Banque de codes de la Terre est conçue comme un système en ligne qui utilisera une technologie appelée blockchain, visant à faciliter l'enregistrement des actifs mondiaux de propriété intellectuelle biologique et biomimétique (copiés de la nature), ainsi que l'origine, les droits et les obligations qui leur sont associés.

Pourquoi la blockchain ? Cette technologie permet aux valeurs de propriété comme l'argent (6) d'être transférées de « pair à pair » – directement d'une partie à une autre, sans tiers comme une banque ou un administrateur. Comment cela fonctionne-t-il ? Les données de transaction sont stockées dans des blocs horodatés et liés les uns aux autres sous forme de codes et de systèmes de chiffrement, formant une chaîne. Des copies de cette chaîne sont stockées sur de nombreux dispositifs et mises à jour à chaque nouvelle transaction, ce qui rend pratiquement impossible la modification rétroactive des transactions. Les systèmes de blockchain utilisent fréquemment ce qu'on appelle des « contrats intelligents » afin de faciliter les négociations de contrats ainsi que la commercialisation entièrement automatisée des actifs via un portail web.

Beaucoup de gens pensent que ces nouvelles technologies vont restructurer le système économique mondial au cours des prochaines décennies. La combinaison de la blockchain et des contrats intelligents auto-exécutables peut potentiellement rendre obsolètes à l'avenir non seulement les banques (y compris les banques centrales), mais aussi les cabinets notariaux, les bureaux de cadastre immobilier, les avocats, les sociétés de sécurité ou tout autre médiateur ou tiers de confiance.

Comment la Banque de codes de l'Amazonie est-elle censée mettre en pratique ces technologies ? Par le biais du portail web, un acheteur (par exemple une entreprise pharmaceutique) pourrait obtenir des droits de propriété intellectuelle sur une ressource biologique (par exemple une plante médicinale amazonienne) rapidement et avec un coût de transaction presque nul. Tous les droits et obligations auraient déjà été codés dans un contrat intelligent et les vendeurs (par exemple le gouvernement du Brésil ou un groupe de peuples autochtones qui détiennent des connaissances traditionnelles sur la plante) recevraient automatiquement leur part respective, dès que l'acheteur obtiendrait les revenus de son actif de propriété intellectuelle. (7)

Le Forum économique mondial propage l'idée que son projet, avec un budget de 4,7 milliards de dollars US, permettra au cours de la prochaine décennie **une « bioéconomie mondiale inclusive » de plusieurs milliers de milliards de dollars** et – en appliquant le Protocole de Nagoya – qu'il garantira l'équité et partage équitable des avantages découlant des « innovations bio-inspirées ».

Pourquoi la blockchain et les contrats intelligents ne sont pas des solutions, mais font partie du problème

Dans un article récent, Larry Lohman, chercheur de The Cornerhouse, voit dans l'émergence de la blockchain et des contrats intelligents un nouveau chapitre dans le processus historique de mécanisation promu depuis longtemps par le capital. (8) Pour Karl Marx, tous les artefacts, y compris les moyens de production comme les machines, sont du travail humain cristallisé. Dans le mode de production industriel capitaliste, les machines font partie du capital et, inversement, elles instrumentalisent les travailleurs humains. « Le moyen de travail se dresse devant l'ouvrier pendant le procès de travail même sous forme de capital, de travail mort qui domine et pompe sa force vivante. » (9) En ce sens, un métier à tisser mécanique ou une chaîne de montage, parodiée par Charlie Chaplin dans son film Les Temps modernes, est un travail de machine morte qui domine et exploite le travail humain vivant.

Fondamentalement, la même chose se produit avec la blockchain et les contrats intelligents. Cependant, ils supplantent des types de travail différents. « Ce que le contrat intelligent s'efforce de mécaniser est quelque chose de plus englobant et complexe : confiance, droits, identité, reconnaissance, respect et – dans un sens encore plus profond que n'importe quelle machine d'usine ou ordinateur personnel – interprétation. » (8) **Dans le contexte capitaliste, ces algorithmes machine (codes de programmation calculés), que nous aimons considérer comme nos « outils », nous dominent et nous exploitent.** Nous pensons toujours que nous « utilisons » Internet lorsque nous appliquons des mentions « J'aime » ou « Je n'aime pas » dans Facebook, rédigeons un message WhatsApp avec saisie semi-automatique, identifions des objets sur des images CAPTCHA ou adaptons du texte dans Google Translate. En fait, nous alimentons non seulement les « mégadonnées », mais nous améliorons également les algorithmes qui apprennent de nous. **Nous pensons**

toujours que nous « consommons » des services en ligne, alors qu'en fait, nous fournissons un travail vivant non rémunéré au travail mort du capital. Contrairement au travail humain traditionnel, comme le travail à la chaîne, ce nouveau travail passe inaperçu et renforce ainsi le mythe capitaliste d'un monde sans travail entièrement automatisé.

Se fondant sur Marx, Lohman conclut que « les machines ne peuvent pas servir le capital sans infusions constantes et bon marché du « sang » et de la « vitalité » des activités humaines et non humaines en liberté. » L'« activité non humaine » fait référence au travail vivant fourni par la nature pendant des millions d'années, comme la conversion de l'énergie solaire en charbon, pétrole et gaz (par le métabolisme des plantes et la pression de la terre sur les matières organiques enfouies), ou la fourniture de minéraux et de métaux. Dans le cas de la blockchain, la quantité d'activité non humaine est énorme. **Une énorme quantité d'énergie est consommée pour faire fonctionner les ordinateurs, les dispositifs de stockage des données et les technologies associées. Ainsi, les émissions de carbone de la blockchain dans son ensemble sont déjà aujourd'hui de l'ordre de celles d'un pays du Nord de taille moyenne.** (10)

La deuxième loi de la thermodynamique dit que l'entropie totale d'un système augmentera avec le temps. Qu'est-ce que cela signifie ? Des systèmes tels que des organismes vivants ou des machines auront toujours une production d'énergie utilisable inférieure à celle qui a été fournie en entrée. **Pour les maintenir en vie ou en fonctionnement, un nouvel apport constant d'énergie utilisable est nécessaire. C'est pourquoi une machine à mouvement perpétuel ne peut pas exister.** L'idée d'un monde entièrement mécanisé repose précisément sur le mythe de la machine à mouvement perpétuel et peut donc être réfutée sur la base de la deuxième loi de la thermodynamique : la mécanisation – la transformation du travail vivant en travail mort – provoquera toujours la consommation de plus de travail vivant de l'homme et de la nature.

De plus, l'interprétation des signes humains – ce que les contrats intelligents s'efforcent en fin de compte de mécaniser – ne peut pas être réduite à des codes informatiques. Cela est dû à un paradoxe fondamental qui résulte, pour le dire simplement, du fait que chaque règle censée régir l'interprétation correcte d'un signe doit elle-même être interprétée pour être correctement appliquée. Ainsi, la règle nécessite toujours une autre règle, conduisant à une régression à l'infini. (11) Cela signifie que **la tentative de mécaniser l'interprétation doit non seulement échouer, mais conduire à un travail d'interprétation toujours plus important.**

Une vague d'accaparement néocoloniale dans les forêts tropicales

Ce qui s'est produit il y a quelques décennies sous la forme de transgressions occasionnelles par des sociétés principalement pharmaceutiques et a été dénoncé comme de la biopiraterie par des militants et des ONG de terrain s'est transformé en **un projet à part entière de mainmise mondiale sur la vie par le capital (poussé principalement par des sociétés pharmaceutiques, des ONG de conservation, des scientifiques traditionnels, des pays du Nord, etc.).**

La Banque de codes de la Terre est cependant fortement basée sur des mythes et, ce que le Forum économique mondial décrit par euphémisme comme des « défis intéressants » à surmonter par le projet, sont en fait **des contradictions fondamentales et insurmontables.**

Néanmoins, nous devons nous rappeler que, historiquement, les vagues d'exploitation coloniale et de violence qui ont ravagé les forêts tropicales et ses habitants ont souvent été préparées et accompagnées de constructions mythiques comme « l'Eldorado » et les « Amazones guerrières ». Lorsqu'il a été montré que ces mythes étaient faux, le pillage a continué et d'autres récits ont été créés pour le justifier.

La Banque de codes de l'Amazonie aura probablement de graves incidences sur les forêts et les populations forestières. Elle va probablement aggraver les impacts existants des projets de type REDD (12) qui pèsent actuellement sur les forêts tropicales : accaparement des terres, violations des droits, exode rural, division des communautés traditionnelles, perte des connaissances traditionnelles et de l'identité culturelle. (13)

Elle vise en dernière analyse à ce que le géographe économique David Harvey décrit comme une accumulation par dépossession : « prendre des terres, par exemple, les clôturer, et expulser une population résidente pour créer un prolétariat sans terre, puis remettre les terres dans le processus privatisé de l'accumulation de capital » (15). Autrefois, le prolétariat sans terre ainsi créé était exploité comme main-d'œuvre bon marché dans les usines. Aujourd'hui, cependant, **les communautés forestières ne sont souvent pas expulsées directement par le biais de projets de carbone ou de conservation des forêts. Au lieu de cela, leurs activités de subsistance traditionnelles sont restreintes ou complètement interdites** afin de maximiser le « stockage de carbone » ou un autre « service environnemental », et elles sont donc privées de leurs relations traditionnelles avec les plantes, les animaux et leur espace de vie dans son ensemble.

On peut s'attendre à ce que, une fois que la Banque de codes de l'Amazonie aura permis des transactions « réussies » avec ce que ses promoteurs appellent des « actifs de connaissances biologiques, biomimétiques et traditionnelles », **les avantages financiers reviennent principalement aux oligarchies locales ou à d'autres personnes déjà privilégiées d'une manière ou d'une autre.** La majorité des populations forestières touchées, qu'elles restent dans la forêt ou déménagent dans les banlieues appauvries, seront probablement transformées en utilisateurs endettés de smartphones ou d'autres appareils en ligne, ou – plus précisément – de travailleurs non rémunérés de la maintenance des mégadonnées et de l'intelligence artificielle pour des entreprises comme Google et Facebook.

Compte tenu de la pression croissante avec laquelle le capital favorise la financiarisation de la nature et la disruption des relations humaines avec elle, **il est urgent de comprendre ces nouvelles technologies qui constituent une menace imminente pour les communautés dépendantes des forêts et de soutenir leur résistance.**

*Michael F. Schmidlehner (michaelschmidlehner@gmail.com)
Groupe de recherche sur le travail, le territoire et la politique en Amazonie
(Núcleo de Pesquisa Trabalho, Território e Política na Amazônia - TRATEPAM-IFAC)*

(1) Des institutions comme l'ONU utilisent le terme « ressource biologique » pour tout organisme vivant non humain (animal, plante, microbe...) ou une partie de celui-ci que les humains peuvent utiliser. Les « ressources génétiques » sont comprises comme les ressources biologiques qui présentent un intérêt en ce qui concerne leurs composants génétiques (héréditaires). Les « informations génétiques » peuvent aujourd'hui être extraites de ces composants grâce à une technologie appelée « séquençage » et sont de plus en plus souvent couvertes par des brevets.

(2) Groupe ETC. Patents & Biopiracy <https://www.etcgroup.org/issues/patents-biopiracy>

(3) SHIVA, V., Biopiracy: need to change Western IPR systems, dans *The Hindu*, 28/07/1999

<https://www.grain.org/article/entries/1882-biopiracy-and-prior-art>

(4) TWN Info Service sur la biodiversité et les connaissances traditionnelles (Nov15/01) 16 novembre 2015

<https://www.twn.my/title2/biotk/2015/btk151101.htm>

(5) WEF - Forum économique mondial : Harnessing the Fourth Industrial Revolution for Life on Land, 23 janvier 2018

(6) La technologie de la blockchain a permis la création de « monnaies numériques » décentralisées telles que le Bitcoin et l'Ethereum, qui peuvent être transférées en ligne à travers les frontières, sans bureaucratie, sans banques et sans contrôle gouvernemental.

(7) En réalité, la loi brésilienne actuelle sur le partage des avantages ignore largement les droits des peuples autochtones dans de telles « négociations ». Elle limite le partage des avantages entre 0,1 et 1 % des revenus nets annuels provenant de l'exploitation économique du produit développé. Pour plus d'informations sur cette loi, voir WRM. La Loi sur la biodiversité du Brésil : un progrès ou une menace ? Bulletin 227, décembre 2016 <https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/la-loi-sur-la-biodiversite-du-bresil-un-progres-ou-une-menace/>

<https://www.weforum.org/reports/harnessing-the-fourth-industrial-revolution-for-life-on-land>

(8) Ce passage reprend quelques idées de base de l'article de Larry Lohman : Blockchain Machines, Earth Beings and the Labour of Trust, première publication le 21 mai 2019.

<http://www.thecornerhouse.org.uk/resource/blockchain-machines-earth-beings-and-labour-trust>

(9) MARX, Karl. Capital, Vol.1, p.286

<https://www.marxists.org/archive/marx/works/download/pdf/Capital-Volume-I.pdf>

(10) La consommation annuelle d'énergie de la crypto-monnaie Bitcoin alimentée par la blockchain est comparable à celle de l'Autriche, les émissions de carbone qui en résultent à celles du Danemark.

Pour plus d'informations, lire : <https://digiconomist.net/bitcoin-energy-consumption>

(11) Une « régression à l'infini » est une suite de propositions qui ne peut pas prendre fin. Dans son argumentation, Lohman (8) fait référence à ce qu'on appelle le « paradoxe du respect des règles », qui a été décrit précédemment par les philosophes du langage Ludwig Wittgenstein et Saul Kripke. Pour une explication plus détaillée de ce paradoxe et de ses implications pour les tentatives d'interprétation automatisée, reportez-vous à l'article de Lohman, pages 23-25.

(12) WRM. Le projet Envira REDD+ dans l'État d'Acre, au Brésil : une certification Gold pour des promesses vides (Bulletin 237, avril 2018) <https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section1/le-projet-envira-redd-dans-letat-dacre-au-bresil-une-certification-gold-pour-des-promesses-vides/>

(13) FAUSTINO, Cristiane; FURTADO, Fabrina. Economia verde, povos da floresta e territórios: violações de direitos no estado do Acre. 2014.

http://www.plataformadh.org.br/files/2015/08/economia_verde_relatorio.pdf

(14) CIMI. Natureza a Venda. Porantim n. 368, Edição especial https://www.cimi.org.br/pub/Porantim%20368%20-%20para%20SITE_1.pdf

(15) HARVEY, David. Accumulation by Dispossession. 2005, pp. 149, 145–6

Climatologie / Idéologie



Ph: NBC News

¿À quoi pourraient ressembler les mouvements climatiques de l'avenir ? Cela dépend de la façon dont interagissent les différentes définitions du changement climatique. Les tensions inévitables qui divisent les mouvements climatiques actuels sont également des tensions entre les différentes conceptions du climat. **Construire de meilleures alliances autour du réchauffement climatique revient à reconnaître tout d'abord qu'il existe des conflits constants entre les différentes conceptions de la nature même du climat.**

Lorsque des classes instruites du Nord ou du Sud s'imaginent que le climat est défini par la climatologie, cela est en soi un problème d'organisation politique. Il n'a jamais été aussi urgent d'explorer d'autres compréhensions du climat, alors que tant de personnes extérieures à l'intelligentsia scientifiquement éclairée – paysans, populations forestières, communautés affectées par une installation, enfants et femmes de la classe ouvrière, pour n'en citer que quelques-unes – sont prêtes à prendre de nombreux risques pour trouver un moyen d'avancer sur la question.

La vision du climat par la climatologie

Vue dans une perspective historique mondiale, la compréhension du climat par la climatologie est, à l'heure actuelle, extrêmement **biaisée, restrictive, excluante et même bizarre**. Deux caractéristiques interconnectées de cette compréhension revêtent une importance particulière. La première est la façon dont **elle situe le problème climatique dans les molécules**, les mouvements moléculaires et les flux d'énergie en tant qu'objets dans une « nature » **politiquement séparée de la « société »**. La seconde est le soutien politique réflexif qu'elle apporte à certaines fictions archaïques de la **gestion par les experts** comme si elles pouvaient être des « solutions » au réchauffement climatique.

La climatologie aspire à séparer une nature « non humaine » (molécules de CO₂, albédo des nuages, clathrates de méthane) d'une société « non naturelle » (extraction d'une plus-value, syndicats, politique énergétique). Et comme l'utilisation par les États-nations modernes de noms de pays pour étiqueter différents secteurs de cet espace est une pratique politique acceptée, il devient permis à la climatologie d'identifier un certain nombre de molécules comme étant émises, disons, par la « Chine ». Le résultat est que la climatologie

glisse vers la collusion en attribuant la responsabilité causale de ces émissions à la Chine. Dans le même temps, **la climatologie se voit interdire d'attribuer la responsabilité des molécules de dioxyde de carbone provenant de la combustion du charbon à l'intérieur des frontières de la Chine à d'autres pays dont les entreprises ont investi dans des installations pour profiter d'une main-d'œuvre chinoise bon marché.** Il est convenu qu'une telle manière de faire se situe en dehors des limites de la climatologie, et ne concerne donc pas du tout le climat.

De même, la climatologie est autorisée à utiliser de nombreuses ressources pour attribuer des chiffres aux « potentiels de réchauffement global » comparatifs de diverses molécules telles que le méthane ou l'oxyde nitreux, même s'il n'y a pas de base physique cohérente pour de tels chiffres (1). Mais elle n'est pas autorisée à identifier les potentiels de réchauffement global relatifs de différents investissements en capital ou pratiques forestières courantes. Quelle que soit la variabilité évidente de ces potentiels, ils sont tenus de se situer « en dehors » de l'étude des causes du changement climatique. De même, la climatologie est autorisée à distinguer les molécules de CO₂ (dioxyde de carbone) des molécules de CH₄ (méthane), mais **n'est pas autorisée à distinguer deux sous-ensembles de molécules de CO₂ : le « CO₂ de subsistance » et le « CO₂ de luxe ».** Cette distinction continue d'être considérée comme sans rapport avec le changement climatique (5).

Une fois que le changement climatique a été assimilé à des mouvements de molécules et des flux d'énergie non sociaux, il devient beaucoup plus facile d'imaginer que la réponse doit résider dans des plans de gestion de ces unités essentiellement mortes et inertes de « l'extérieur ». **La climatologie tend également à ramener « l'humanité » à une gestion monolithique qui se tient en retrait, à une certaine distance.** L'action climatique « basée » sur la climatologie – comme le souhaitent de nombreux écologistes – tend à se limiter à la défense du contrôle ou de la « gouvernance » experte d'une entité externe.

Cette forme de plaidoyer a tendance à mettre dans le même sac les décideurs politiques, les écologistes et les réfugiés des inondations d'un côté, tout en construisant un climat entièrement non humain de l'autre, les deux n'étant liés que par un passage extrêmement étroit. Ceci conduit le monde humain à répondre au climat en appliquant des approches de gestion (telles que la tarification du carbone), guidées par une profession de climatologue réputée avoir une méthode privilégiée pour interpréter les signaux passant par cette interface avec la nature tout en filtrant les parasites de la société (2).

Cette vision du monde a des précédents, par exemple dans la gestion des forêts coloniales, qui tendaient également à rendre les pratiques capitalistes incontestables et à les lier à un climat monolithique grâce à une interface de gestion scientifique. Sous ce régime, le climat est devenu un climat favorable à une société coloniale monolithique – pour les dirigeants (pour garantir la productivité des plantations ou la conservation de la nature) mais aussi pour leurs travailleurs (en partie pour les empêcher de se rebeller). Les effets, comme l'observe l'historien Richard Grove (3), « étaient souvent tout aussi destructeurs ou oppressifs dans leurs effets sur les sociétés autochtones que la destruction écologique directe et l'appropriation des environnements et des droits communs par le capital privé ». Cette observation ne peut que donner à réfléchir aux écologistes qui espèrent toujours que la climatologie pourra d'une manière ou d'une autre constituer en elle-même un premier point de ralliement pour un activisme mondial réunissant toutes les classes, races et genres.

La domination de la vision climatologique

Il serait difficile de surestimer à quel point ce traitement du changement climatique est devenu hégémonique. Lors des réunions officielles sur le réchauffement climatique, **par exemple, les climatologues chargés d'être les porte-parole de la « nature » sont encouragés à quitter la salle après avoir « présenté les aspects scientifiques », afin que les décideurs politiques chargés d'être les porte-parole de la « société » puissent poursuivre leurs discussions sur la façon de maintenir l'accumulation de capital dans un monde soumis à l'effet de serre.** Cette règle est énoncée noir sur blanc, par exemple, dans le mandat du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (2013) qui est d'évaluer « les connaissances scientifiques de façon exhaustive, sans parti pris et d'une manière qui soit utile à la prise de décision sans pour autant dicter l'action à engager ». Cet énoncé impose que « les connaissances scientifiques » soient un objet singulier avec des frontières nettes qui peut influencer et être influencé par la politique mais qui relève d'une manière ou d'une autre de processus complètement distincts et non politiques.

Des réseaux avec des noms comme 350.org renforcent ces dynamiques productrices d'ignorance, qui considèrent que l'action climatique est organisée autour d'une gestion des flux de molécules guidée par la climatologie. **Les « solutions » proposées sont rigoureusement limitées à un excès de molécules de gaz à effet de serre – ou plutôt aux « équivalents-molécules » imaginés par les climatologues travaillant avec le GIEC.** En conséquence, la priorité absolue pour lutter contre le changement climatique n'est pas, par exemple, de soutenir la multiplicité des mouvements sociaux déjà existants qui travaillent pour garder les combustibles fossiles dans le sol, avec tous leurs objectifs et préoccupations complexes.

Les dommages existants

L'Accord de Paris sur le climat de 2015, par exemple, s'est imposé comme un point de passage par lequel une « communauté internationale » unifiée pourrait formuler des moyens de maintenir l'augmentation moyenne de la température mondiale « bien en dessous de 2 °C au-dessus des niveaux préindustriels », dans un système climatique physique lui aussi semblable à une boîte noire. **Cet événement a marqué l'aboutissement d'un processus de séparation entre les hommes et leur environnement.**

L'approche de l'Accord de Paris, basée sur la climatologie, a également contribué à maintenir des espaces ouverts pour les marchés du carbone. Comme cela est désormais largement documenté, ces marchés aggravent non seulement le réchauffement climatique, mais affaiblissent aussi précisément les traditions de pratique qui seront les plus nécessaires pour inverser la tendance. **Chaque peuple forestier qui doit céder une partie de son territoire pour compenser des émissions industrielles dont il ne connaît pas la source voit ses propres terres et pratiques forestières stabilisatrices du climat sapées par la climatologie.** Tout migrant qui arrive en Europe ou en Amérique du Nord parce qu'il a été chassé par des plantations destinées à des agrocarburants soi-disant « neutres en carbone » est non seulement victime de l'idée qu'une molécule de CO₂ est égale à une autre dans son effet sur le réchauffement climatique, mais aussi une personne qui est déqualifiée dans les pratiques nécessaires pour la freiner.

Déstabiliser la domination de la climatologie

De nombreux militants du climat s'enferment dans la posture de la climatologie. Mais pourquoi une stratégie différente ne serait-elle pas possible ? Une stratégie qui, tout en respectant les réalisations de la climatologie et en rejetant le déni, reconnaît également que **la climatologie est profondément étrangère aux connaissances et pratiques essentielles à un avenir viable et, dans sa forme actuelle, représente généralement une menace pour ces mêmes connaissances et pratiques.**

La clé est peut-être de comprendre que l'Autre n'est pas toujours nécessairement un Ennemi. Et que même lorsqu'il l'est, certains types de rencontres avec lui peuvent conduire à des résultats transformateurs.

Deux approches partiellement communes peuvent s'avérer utiles. L'une consiste à montrer comment **la climatologie n'est l'expression que d'une histoire particulière parmi tant d'autres**, et que ses procédures, sa terminologie, ses hypothèses, ses conclusions autorisées, etc., ont toutes été façonnées par des conflits politiques et des préjugés politiques. L'autre est **d'aider à ouvrir des dialogues entre la climatologie et d'autres compréhensions du climat** qui peuvent révéler où se situent les conflits précédemment cachés et ce qui pourrait être fait pour les reconnaître, les affronter et les traiter. Écouter attentivement la nuance des arguments qui en résultent est en soi un moyen de contester l'hégémonie climatologique sur les mouvements climatiques et d'approfondir le respect pour tous les aspects radicalement différents de l'activisme climatique, pas seulement pour certains.

Comprendre la climatologie de cette manière, ce n'est pas l'ignorer ou ne pas l'apprécier, mais au contraire mieux comprendre ce qu'elle peut et ne peut pas faire.

Exposer la climatologie à ses interlocuteurs contemporains

Quiconque a écouté les communautés de terrain préoccupées par le changement climatique dans des endroits comme Molo au Timor occidental, le paramo des Andes équatoriennes, la ceinture forestière du centre de l'Inde, le nord de la Thaïlande rurale, l'Amazonie brésilienne et aussi, souvent, le centre de Londres ou de Los Angeles – auront remarqué que leurs conceptions du phénomène ont tendance à partager un certain nombre de caractéristiques non partagées par la climatologie.

Tout d'abord, les histoires de changement climatique racontées par de nombreuses populations autochtones et paysannes ont tendance à ne pas concerner la façon dont les humains affectent ou sont affectés par le comportement d'objets non humains tels que les molécules de dioxyde de carbone ou les flux d'énergie. De même, le tournant décisif dans de telles histoires n'est pas le moment où certaines limites quantitatives sont dépassées, ou lorsque des gestionnaires professionnels ne parviennent pas à en contenir les conséquences.

Prenons l'exemple des scientifiques totonaques dans la région de Huehuetla dans la Sierra Norte de Puebla au Mexique, tel que présenté par l'anthropologue William D. Smith (4). Comme les climatologues, les scientifiques de Huehuetla ont noté une imprévisibilité accrue des régimes de précipitations régionaux et l'ont liée, par exemple, au tarissement des sources et aux inondations destructrices. Mais pour eux, contrairement aux climatologues, observer de tels changements sans avoir conscience de l'enracinement historique des observations dans l'histoire de la capacité de les faire et de les appliquer signifie une rupture

de la science elle-même. De telles observations, si elles doivent être rigoureuses, doivent remonter aux origines et prendre des mesures par rapport à une perte historique de respect pour les sources, leurs esprits et le bon travail des communautés qui comptent sur les deux, ainsi qu'un affaiblissement de la capacité d'action de l'eau elle-même et sa capacité à châtier les irrespectueux et donc à se préserver et à préserver la communauté située dont elle définit la solidarité. **Une véritable approche scientifique, selon une telle vision, se maintient en partie en étant consciente de ses propres préjugés et de sa nature située** et ne peut pas se dérober à des discussions sur des sujets tels que le respect, la présence disciplinée de l'esprit, le « bon travail », etc. Elle n'essaie pas de remplacer cette prise de conscience – comme la climatologie et un environnementalisme qui recherchent une validation auprès de la climatologie sont tous deux enclins à faire – par un récit d'origine mythologique mettant en vedette des experts sacerdotaux en contact mystique avec un infini moléculaire non humain.

Dans cette vision de la science, le climat et les changements climatiques ne sont pas des caractéristiques d'un « monde naturel » au sujet duquel les peuples autochtones ont en quelque sorte élaboré une « théorie autochtone » concurrente qui diffère de la climatologie. **L'hétérogénéité impliquée est bien plus radicale que cela.** Ce qui se passe lorsque certaines pratiques autochtones ou paysannes sont mêlées à la climatologie, en conséquence, n'est pas un désaccord sur la façon d'interpréter ou de gérer les mouvements des molécules de carbone, ni une sorte de « politique du savoir » contradictoire, mais quelque chose de différent en nature et de plus grande portée.

La climatologie, en revanche, a tendance à considérer les commentaires politiques critiques sur elle-même de manière plus simpliste, comme une preuve de déficience ou de négation des faits. Ce qui est perdu pour le reste du monde dans de tels processus de court-circuit, ce sont non seulement les arguments cruciaux qui doivent être obtenus, mais aussi la prise de conscience que de tels arguments sont possibles. C'est ce manque de conscience – et non les divergences entre les processus climatologiques et non climatologiques de pensée eux-mêmes – qui transforme les différences entre les mouvements climatiques en conflits. **Quand la « justice climatique » n'est plus qu'une question de répartition équitable des molécules de CO₂, d'énergie abstraite, d'effets du changement de température ou de charges fiscales sur le carbone – plutôt qu'un débat ouvert sur la terre, le travail, le patriarcat, l'extraction, la classe, la race, la pollution et ainsi de suite, alors les différends sur l'injustice climatique ne sont pas maîtrisés, mais intensifiés.**

Il faut accepter l'idée que **de nombreux mouvements climatiques sont aussi profondément différents les uns des autres que les mouvements des biens communs et des enclosures des siècles passés.** Il est rétrograde et paralysant de prétendre que les militants du climat sont « tous du même côté » et devraient taire leurs différences et concentrer leurs attaques sur les « ennemis communs » comme les sociétés pétrolières ou Donald Trump.

Les climatologues qui insistent sur le fait qu'il est de leur devoir envers les décideurs politiques de limiter leurs recherches au suivi des molécules de gaz à effet de serre et des transferts d'énergie ne sont pas nécessairement toujours vos amis. Comme pratiquement tout le monde, ce sont des idéologues qui prennent parti – même s'ils en sont généralement inconscients et sont animés de bonnes intentions – dans des luttes profondément interculturelles impliquant la classe, la race et le genre dont les origines remontent à bien

avant la révolution industrielle.

Mais vous aussi, vous avez le droit de participer à la définition du changement climatique. Si d'autres mondes sont possibles, d'autres climatologies le sont aussi.

Larry Lohmann, The Corner House

- (1) MacKenzie D. 2009. Making Things the Same: Gases, Emission Rights and the Politics of Carbon Markets. *Accounting, Organizations and Society* 34: 440–455.
- (2) Rouse, J. 2002. Vampires: Social Constructivism, Realism and Other Philosophical Undead. *History and Theory* 41: 60-78.
- (3) Grove, R. H. 1997. *Ecology, Climate and Empire: Colonialism and Global Environmental History, 1400-1940*. Cambridge: White Horse Press.
- (4) Smith, W. D. 2007. Presence of mind as working climate change knowledge: a Totonac cosmopolitics. Dans Pettenger, M. (éd.), *The Social Construction of Climate Change: Power, Knowledge, Norms, Discourses*. Aldershot: Ashgate: 217-34.
- (5) Agarwal, A., et Narain, S. 1991. *Global Warming in an Unequal World*. New Delhi: Centre for Science and Environment.

Un nouveau nom pour une diversion bien connue : les solutions fondées sur la nature sont les nouveaux REDD



Ph: Upsidedown World

Les modes sont des idées ou des choses qui sont adoptées avec enthousiasme, puis abandonnées lorsque la mode suivante arrive. Nous connaissons bien le principe de la mode dans le domaine vestimentaire, par exemple. **La politique forestière internationale a produit ses propres modes de conservation des forêts au cours des dernières décennies** : le paiement pour les services environnementaux (PSE), l'écotourisme, les projets intégrés de conservation et de développement – et plus récemment, les mécanismes RED, REDD, REDD+ et REDD paysager et juridictionnel.

La 25^e Conférence des Nations Unies sur le climat en décembre 2019 à Madrid, en Espagne, restera dans les mémoires comme **le moment où le discours et la propagande de l'ONU et du secteur de la conservation sur REDD+ ont été remplacés par la nouvelle mode sur la conservation des forêts : les solutions fondées sur la nature**. « Nous voulons

accroître rapidement le financement du secteur privé et tirer parti du potentiel de la nature pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris », a expliqué le directeur général de l'IETA (Association internationale pour l'échange de droits d'émission), un groupe d'entreprises qui vise à mettre en place des marchés mondiaux du carbone et qui est maintenant ravi d'adopter le nouveau terme, les solutions climatiques naturelles. (1)

Les solutions fondées sur la nature (certains utilisent le terme « solutions climatiques naturelles ») représentent une diversion dangereuse qui nous détourne de la prévention de changements climatiques désastreux. Cela s'explique par le fait que, comme REDD, les **solutions fondées sur la nature sont présentées comme un outil de compensation** : cela signifie que les entreprises vont se dire neutres en carbone même si elles continuent de brûler du pétrole et du charbon. Il suffit d'investir dans le reboisement (la plantation d'arbres), la restauration des forêts ou une nouvelle aire protégée. **L'argument avancé est que les arbres absorberont l'excès de carbone de l'atmosphère.** Les sociétés pétrolières et charbonnières continueront d'empocher leurs bénéfices et les émissions provenant de la combustion du pétrole et du charbon continueront de s'accumuler dans l'atmosphère, parce que le carbone stocké dans les arbres finira également par se retrouver à terme dans l'atmosphère, avec le carbone du pétrole ou du charbon. C'est ce qui rend **les solutions fondées sur la nature, si attirantes pour le secteur des combustibles fossiles.**

Les sociétés pétrolières et les ONG de conservation s'unissent pour promouvoir la prochaine fausse solution

Parmi les nombreux espaces dédiés à la promotion des « diversions fondées sur la nature » lors de la réunion des Nations Unies sur le climat, l'un d'entre eux est clairement ressorti du lot. Le 5 décembre 2019, l'Association internationale pour l'échange de droits d'émission (IETA) a lancé son initiative intitulée **Markets for Natural Climate Solutions** (les marchés pour les solutions climatiques naturelles). (2) Parmi ses membres fondateurs figurent les sociétés pétrolières et gazières Shell, Chevron, BP et Woodside Energy et la société minière BHP-Billiton. À leurs côtés se retrouve une organisation américaine de plantation d'arbres, l'Arbor Day Foundation, tandis que le comité consultatif de l'initiative comprend les groupes conservateurs américains The Nature Conservancy, Conservation International, Environmental Defence Fund et Earth Innovation Institute. (3)

Fait révélateur, aucune des citations des entreprises incluses dans le communiqué de presse de l'IETA ne mentionne la nécessité de mettre fin à la combustion du pétrole et du charbon. Au contraire, les citations des **sociétés pétrolières montrent que ce secteur industriel compte sur l'adoption de règles pour un marché mondial du carbone dans le cadre des négociations climatiques de l'ONU.** Le conseiller de Shell sur le changement climatique, David Hone, déclare que « les solutions climatiques naturelles [...] offrent une opportunité importante pour l'élimination du dioxyde de carbone. Pour que cela se concrétise, le monde a besoin d'un marché robuste, largement reconnu, pour aiguiller les capitaux vers des projets fondés sur la nature, tout en garantissant les normes les plus strictes en matière de comptabilisation du carbone. » Arthur Lee, de Chevron, veut « un marché bien conçu dans lequel les crédits carbone issus des solutions climatiques naturelles pourraient être échangés ». Cependant, ce qui est nécessaire pour éviter le chaos climatique, c'est de reconnaître que les principaux facteurs de pollution liés aux entreprises sont axés sur le profit et font la promotion de **fausses solutions qui détournent l'attention de la tâche urgente de laisser le pétrole et le charbon dans le sol.** (1)

Une deuxième réunion, celle-ci organisée par les ONG conservacionnistes The Nature Conservancy et Conservation International, a révélé une autre manière pour **le secteur de la conservation de préparer le terrain pour la poursuite de l'utilisation des combustibles fossiles**. Lors de la réunion, les intervenants des deux organisations ont laissé entendre que les pays du Sud présentant un fort taux de déforestation pourraient facilement résoudre ce problème avec les mécanismes de compensation. (7) Ce faisant, ont fait valoir les organisations, les pays compenseraient non seulement toutes les émissions de dioxyde de carbone dans leur pays, mais pourraient également constituer un « stockage » de carbone qui pourrait être vendu à d'autres (ce que l'on appelle dans le jargon climatique les « émissions négatives »).

Peter Ellis, de The Nature Conservancy, a suggéré, en ce qui concerne les engagements volontaires que les pays ont pris dans le cadre de l'Accord de Paris des Nations Unies, qui sont appelés Contributions déterminées au niveau national (CDN), que « plus de la moitié des pays dotés de forêts tropicales pourraient couvrir la moitié de leurs [CDN] (4) avec des Solutions climatiques naturelles. [...] Certains peuvent atteindre 50 % de leurs [CDN] avec la seule amélioration de l'exploitation forestière à faible impact sur le climat », a-t-il poursuivi, affirmant que cela était « réalisable sans réduire la production de bois ». (6) Ce qui est peut-être le plus remarquable dans ces allégations, c'est la reconnaissance que, contrairement à ce qu'affirmaient auparavant l'industrie du bois et le secteur de la conservation, l'« exploitation forestière à faible impact » a un impact négatif.

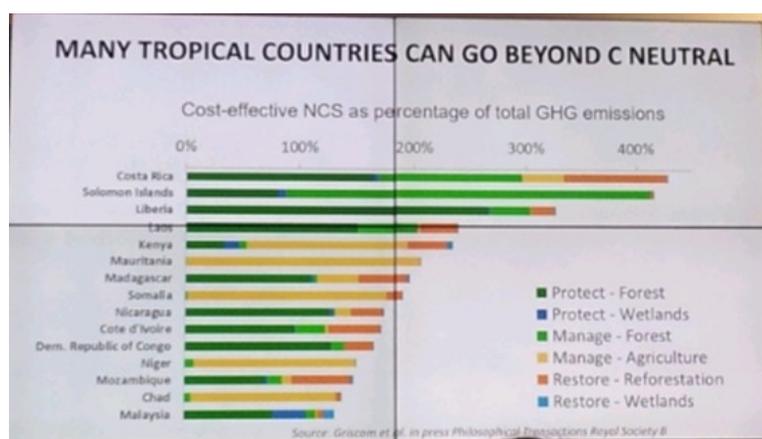


Image présentée lors de l'événement parallèle « Climate Action in the Tropics: Evidence and Policy for Scaling Up Natural Climate Solutions »

Des appels de la société civile pour stopper la déforestation à l'enthousiasme des entreprises pour la restauration

Un autre changement a été perceptible lors de la dernière conférence des Nations Unies sur le climat à Madrid. Les grands discours sur REDD+ intégraient au moins la reconnaissance du fait que la déforestation rejetait des émissions de gaz à effet de serre et devait être stoppée. Dans le cadre des Solutions fondées sur la nature, cependant, l'accent est maintenant mis sur le besoin de restauration. Les multinationales de produits alimentaires et agricoles qui ont pris des engagements en faveur de chaînes d'approvisionnement zéro déforestation, qu'elles savent ne pas pouvoir tenir, (8) vont pouvoir se réjouir : **la déforestation semble avoir été supprimée avec succès de l'ordre du jour. Et la mesure de remplacement, la restauration, offre d'innombrables opportunités au secteur des entreprises** (voir « Un ensemble de concepts qui tuent les forêts » dans ce bulletin). La menace qui demeure dans le discours sur les solutions fondées sur la nature et la

restauration tient au fait que, comme pour REDD+, **la responsabilité de toute cette « forêt dégradée » en manque de restauration n'est pas imputée aux entreprises à l'origine de la déforestation à grande échelle et à la dégradation des forêts, mais à l'agriculture paysanne.** La recherche de terres « disponibles » pour ces initiatives de restauration fera peser le risque d'un contrôle extérieur sur un plus grand nombre de terres communautaires et utilisées pour l'agriculture paysanne, en faisant valoir que ces initiatives sont nécessaires « pour le climat ». Les initiatives de restauration, présentées de plus en plus comme des solutions fondées sur la nature lors de la réunion des Nations Unies sur le climat risquent ainsi d'**élargir l'accaparement des terres forestières à un ensemble beaucoup plus vaste de terres utilisées par l'agriculture paysanne.**

Le directeur général de l'IETA veut faire des solutions climatiques naturelles « une classe d'actifs investissables », une nouvelle possibilité pour les investisseurs de capitaux de gagner de l'argent. C'est pourquoi l'IETA a lancé ses « Marchés pour des solutions climatiques naturelles » en collaboration avec les compagnies pétrolières, et pourquoi elle faisait pression sur les négociateurs afin qu'ils finalisent les règles des marchés du carbone dans le cadre de l'Accord de Paris. Il a peut-être été positif que les négociateurs de l'ONU sur le climat n'aient pas pu se mettre d'accord sur les règles de l'article sur le commerce du carbone (article 6.4) de l'Accord de Paris. (5) Cela pourrait se traduire par une moindre quantité d'argent du secteur privé à la recherche d'un investissement lucratif menaçant l'agriculture paysanne. En outre, **si l'objectif est de prévenir le chaos climatique, le commerce du carbone doit être abandonné et non développé.** Ce serait un bon début si les négociateurs de l'ONU sur le climat prenaient au sérieux l'objectif principal et se concentraient simplement sur les mesures visant à laisser le pétrole, le gaz et le charbon dans le sol.

Jutta Kill, jutta@wrm.org.uy

Membre du secrétariat international du WRM

(1) Communiqué de presse de l'IETA : <https://www.ieta.org/page-18192/8185755>

(2) REDD-Monitor : Launched at COP25, IETA's Markets for Natural Climate Solutions is greenwash for the oil industry. <https://redd-monitor.org/2019/12/11/launched-at-cop25-ietas-markets-for-natural-climate-solutions-is-greenwash-for-the-oil-industry/>

(3) Site web de l'IETA, A New Initiative from IETA to Bring the Power of Markets to Natural Climate Solutions. <https://www.ncs.ieta.org/>

(4) Les engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre que les pays ont pris dans le cadre de l'accord de Paris sur les changements climatiques sont appelés des contributions déterminées au niveau national », ou CDN.

(5) Voir par exemple <https://www.boell.de/en/2019/12/20/process-brink-collapse-confronts-world-move> :

(6) Peter W. Ellis *et al.* (2019) : Reduced-impact logging for climate change mitigation (RIL-C) can halve selective logging emissions from tropical forests. *Forest Ecology and Management*. Volume 438, 15 avril 2019. Pages 255-266.

(7) Réunion organisée par The Nature Conservancy et Conservation International dans l'espace Partenariat CDN, le 5 décembre 2019 : Partenariat CDN Climate Action in the Tropics: Evidence and Policy for Scaling Up Natural Climate Solutions.

(8) Voir, par exemple le Bulletin WRM (2019) : OLAM Palm Gabon prétend utiliser la définition de la forêt pour mettre en œuvre son engagement de « déforestation zéro ». Bulletin WRM 245, septembre 2019

RECOMMANDATIONS

Dictionnaire du développement

Cet ouvrage de 1992, édité par Wolfgang Sachs, rassemble plus de 15 concepts clés qui ont servi de base et de moyen d'expansion pour le discours destructeur du « développement ». Chacun des concepts analysés cristallise un ensemble d'hypothèses qui renforcent la vision occidentale du monde, où certains aspects et domaines de la réalité sont mis en évidence et d'autres sont exclus. Une réflexion nécessaire qui reste d'actualité aujourd'hui. Vous pouvez le lire en espagnol et en anglais.

ES: <https://www.uv.mx/mie/files/2012/10/SESSION-6-Sachs-Diccionario-Del-Desarrollo.pdf>

EN: <http://shifter-magazine.com/wp-content/uploads/2015/09/wolfgang-sachs-the-development-dictionary-n-a-guide-to-knowledge-as-power-2nd-ed-2010-1.pdf>

Pièges, dilemmes et contradictions du discours sur les droits dans les forêts

Le Bulletin 234 du WRM, de novembre 2017, qui se penche sur le concept des droits, apporte une autre réflexion autour d'un concept clé pour les forêts et les populations forestières. Que pouvons-nous apprendre pour construire des mouvements et soutenir les luttes des peuples des forêts face aux dilemmes, contradictions et pièges qui ont émergé dans les discours sur les « droits » ? Lisez le Bulletin ici.

<https://wrm.org.uy/bulletins/issue-234/>

Solutions basées sur la nature : Quels intérêts sont en jeu ?

Un article du blog REDD-Monitor ouvre un espace de débat nécessaire sur la politique entourant les soi-disant « solutions » climatiques basées sur la nature ou naturelles. Entre autres, il indique clairement quels acteurs « adorent » cette initiative : les sociétés pétrolières et gazières, main dans la main avec leurs partenaires, les grandes ONG internationales de conservation qui soutiennent également la compensation carbone et REDD. Lisez l'article en anglais ici.

<https://redd-monitor.org/2019/04/05/is-the-new-natural-climate-solutions-campaign-a-distraction-from-the-need-to-leave-fossil-fuels-in-the-ground/>

FSC : L'activité « durable » du rebranding de l'exploitation forestière

ARTE, la chaîne de télévision européenne, a diffusé un documentaire sur le label FSC intitulé : « Forêts labellisées, arbres protégés ? » (« The exploitation of primary forests: Can an ecolabel stop the forest industry? ») Les journalistes se sont rendus dans plusieurs pays pour chercher à savoir à quoi ressemble sur le terrain la certification FSC des forêts et des plantations forestières industrielles et si elle protège les forêts et les droits des peuples autochtones et des communautés locales. Le documentaire, de près d'une heure, conclut que, au cours des 25 dernières années, le label FSC n'a pas réussi ne serait-ce qu'à ralentir l'industrie forestière. « Nous ne pouvons sauver la forêt vierge qu'avec une législation, pas avec des labels. » Voir la vidéo (en anglais) ici.

<https://www.youtube.com/watch?v=Gmp0IFAV41Q>

Destruction réglementée : Comment la compensation de la biodiversité permet la destruction de l'environnement

Un récent rapport des Amis de la Terre International souligne à quel point des réglementations classiques et rigoureuses sont évincées au profit de systèmes de compensation beaucoup plus indulgents. Des secteurs spécifiques, tels que les industries mondiales de l'alimentation, de l'agriculture et de l'aviation, utilisent ces mécanismes pour

maintenir l'approbation sociale permettant de poursuivre leurs activités destructrices et contrer la menace d'une réglementation. Le rapport explore et dévoile les mythes qui sous-tendent la compensation de la biodiversité : ce qu'elle signifie et comment elle permet la destruction de la nature et sape la protection de l'environnement. Vous pouvez le lire en anglais.

<https://www.foei.org/resources/publications/regulated-destruction-biodiversity-offsetting-environment>

Déclaration de populations Mapuche et autres au Chili : Non aux mécanismes basés sur le marché !

Le Chili devait être l'hôte du Sommet des Nations Unies sur le climat. Mais face à un soulèvement populaire massif contre le modèle économique néolibéral, le Chili a annulé le Sommet. Ce dernier a été déplacé en Espagne, mais le Chili a conservé la présidence de la COP. Le Global Justice Ecology Project et Biofuelwatch ont recueilli des témoignages mettant en garde contre les dangers des soi-disant « solutions climatiques naturelles » promues au Sommet, car au Chili, ces programmes ont conduit à de vastes plantations d'arbres, détruit des forêts, abouti à des déplacements forcés, une perte d'eau douce, des incinérateurs toxiques et d'immenses mines de cuivre et de lithium dévastatrices. Voir la vidéo en espagnol sous-titrée en anglais ici.

<https://vimeo.com/378431292>

Les articles du bulletin peuvent être reproduits ou diffusés en mentionnant la source suivante : Bulletin 247 du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM) : « Des concepts qui détruisent les forêts? » (<https://wrm.org.uy/fr/>)

Inscrivez-vous au Bulletin du WRM : <http://eepurl.com/8YG29>

Le Bulletin cherche à appuyer et à soutenir les combats des peuples qui défendent leurs forêts et leurs territoires. L'inscription est gratuite.

Bulletin du Mouvement Mondial pour les Forêts (WRM)

Ce bulletin est également disponible en anglais, espagnol et portugais

Rédacteur en chef: Winfridus Overbeek

Editeur responsable: Joanna Cabello

Appui éditorial: Elizabeth Díaz, Lucía Guadagno, Jutta Kill et Teresa Pérez

Secrétariat International du WRM

Avenue General María Paz 1615 bureau 3. CP 11400, Montevideo, Uruguay

Tel/fax: +598 2605 6943

wrm@wrm.org.uy - <http://wrm.org.uy/fr/>